

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

**Le développement durable et la démocratie
participative: une étude de cas du réseautage de
la société civile au Saguenay-Lac-Saint-Jean**

Par:

Simon-Olivier Côté

Département de Géographie

Faculté des arts et sciences

**Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue
de l'obtention du grade de maîtrise en géographie**

Décembre 2007

© Simon-Olivier Côté, 2007





Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**Le développement durable et la démocratie
participative : une étude de cas du réseautage de la
société civile au Saguenay-Lac-Saint-Jean**

présenté par :
Simon-Olivier Côté

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Patricia Martin, président-rapporteur
Christopher Bryant, directeur de recherche
Alejandro Rada, membre du jury

Résumé

Des changements significatifs sont survenus ces dernières décennies avec l'intégration du concept de développement durable dans les processus de planification territoriale. Les décideurs ont introduit aux pratiques d'aménagement du territoire le maintien de l'équilibre écologique, la satisfaction des besoins essentiels des citoyens, l'équité sociale et le développement économique, autant d'impératifs nécessaires au processus de développement. Parallèlement, les citoyens se sentent très souvent interpellés par les enjeux de la planification territoriale et exigent d'être associés aux décisions impliquant leur milieu de vie. En outre, la société civile organisée, de plus en plus vigilante, exige des comptes-rendus sur les résultats obtenus. Conséquemment, la participation des citoyens, la consultation du public et la concertation entre acteurs sont devenues des incontournables de l'aménagement du territoire. Avec le changement des structures régionales observé ces dernières années au Québec, en passant du Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) à la Conférence régionale des élus (CRÉ), la prise de décision s'est grandement déplacée vers les élus (*Rada Donath, 2004*). La pseudo-souveraineté populaire de la société civile dans le développement régional s'est vu drastiquement diminuée, bien que les acteurs non politiques aient poursuivi leurs propres initiatives et actions. Malgré les commissions sectorielles de la CRÉ regroupant plusieurs représentants de la société civile, toute une partie de la population reste dans l'ombre et le processus de planification territoriale n'est pas optimisé. Il est important d'inclure les revendications populaires et aussi de susciter l'intérêt du public pour les questions relatives à la planification territoriale. À cet égard, serait-il possible d'envisager un nouveau schéma d'interface démocratique? Dans le cadre d'une recherche réalisée au Saguenay-Lac-Saint-Jean entre 2005 et 2007, un processus délibératif a été expérimenté afin de mesurer avant tout l'intérêt et l'implication de la société civile dans les enjeux de développement ainsi que l'impact sur le réseautage, mais également l'ouverture des instances publiques à ce genre d'exercice. Inspiré d'une méthodologie de recherche-action, les données ont été amassées par questionnaires ainsi que par la compilation de données statistiques relatives à l'organisation et à la participation des groupes visés par ce Forum social régional.

Mots clefs : planification stratégique, développement durable, démocratie participative, réseautage, société civile, forum social

Abstract

Recent decades have seen significant changes in the territorial planning process with the integration of the concept of sustainable development. Decision-makers have expanded regional and urban planning practices to include notions of maintenance of the ecological equilibrium, fulfillment of citizens' basic needs, social justice and economic development, which have all become fundamental elements of the development process. In parallel with this development, and in view of the interests at stake in the planning process, the public frequently feels compelled to demand a role in decisions that have an impact on their environment. In addition, increasingly organized and vigilant social groups demand accountability for planning decisions. As a result, citizen participation, public consultation and discussion among interested parties have become standard features of the regional planning process. However, with the recent changes in regional structures in Quebec, from the Regional Consultation and Development Council (*Conseil régional de concertation et de développement - CRCDD*) to the Regional Conference of Elected Representatives (*Conférence régionale des élus - CRÉ*), decision making has significantly shifted to elected representatives (*Rada Donath, 2004*). The public's apparent power over the regional development process has been drastically reduced although non-political players have continued to pursue their own agendas and initiatives. Despite the CRÉ sectoral commissions composed of representatives of various social interest groups, a large part of the population has been left underrepresented and the planning process remains sub-optimal. It is important that the demands of the public be considered in the planning process and that the public's interest in it be stimulated. Thus it appears opportune to propose a new scheme of democratic participation. In the context of a study undertaken in Saguenay-Lac-Saint-Jean from 2005 to 2007, a trial decision making process was piloted to assess the interest and involvement of the public in development issues and the impact on networking as well as the openness of public bodies to such a process. Based on a research-action methodology, data were gathered through surveys and compiled from statistics on the organization and participation of relevant groups in this Regional Social Forum.

Key words: strategic planning, sustainable development, participative democracy, networking, civil society, social forum

Remerciements

Christopher Bryant, mon directeur de maîtrise, pour avoir cru en mon projet et m'avoir soutenu tout au long de mes actions.

Josie-Ann Bonneau et Kevin Ross pour avoir fait germer l'idée du Forum social dans la région en organisant les premières rencontres.

Tous les organisateurs du Forum social pour leur grande implication bénévole lors du processus d'organisation ainsi que tous les partenaires impliqués ayant mené à la réussite de l'évènement.

Patrice Fortin pour avoir fait le développement des outils informatiques utiles à la cueillette des données.

Mon père Gaston Côté, mon frère Jean-Sébastien Côté et mes tantes Louise Brunelle et Denise Brunelle pour avoir fait la révision finale des ajustements grammaticaux et linguistiques.

Finalement, merci à tous les participants et responsables d'activité du Forum social d'avoir pris part à cet évènement.

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract.....	iii
Remerciements.....	iv
Table des matières.....	v
Liste des figures.....	vi
Liste des tableaux.....	vi
Liste des annexes.....	vi
1. PLANIFICATION TERRITORIALE ET DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE.....	1
2. LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : VERS UNE APPROCHE PARTICIPATIVE.....	3
2.1. Planification du développement.....	4
2.2. Mobilisation au développement.....	4
3. LES SYSTÈMES DÉMOCRATIQUES ET LES PROCESSUS DE PLANIFICATION.....	7
3.1. La démocratie représentative.....	7
3.2. La démocratie participative.....	8
3.3. La gouvernance.....	10
3.4. Les processus.....	11
3.5. Les acteurs.....	14
4. SUJET DE L'ÉTUDE.....	17
4.1. Le Forum social.....	17
4.2. La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.....	19
4.3. Hypothèses de recherche.....	24
5. ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES.....	26
5.1. Méthodologie.....	26
5.2. Les données :.....	29
5.3. Préparation :.....	31
5.4. Événement :.....	32
5.5. Conclusions des activités rapportées par les responsables.....	33
5.6. Questionnaire « Qu'est-ce t'en penses »:.....	34
5.7. Questionnaires des impacts sur le réseautage.....	35
6. DISCUSSION.....	40
6.1. Retombées directes:.....	40
6.1.1. Médiatiques.....	40
6.1.2. Organisationnelles.....	41
6.2. Retombées événementielles et enjeux traités:.....	44
6.3. Questionnaire « Qu'est-ce t'en penses ».....	45
6.4. Questionnaires des impacts sur le réseautage.....	48
6.4.1. Le profil des répondants.....	49
6.4.2. Les contacts et actions relatifs au réseautage.....	51
6.4.3. La perception du Forum social.....	52
6.5. La recherche-action.....	55
7. CONCLUSION.....	58
8. BIBLIOGRAPHIE.....	61
ANNEXES.....	vii

Liste des figures

Figure 1. Les étapes de la planification territoriale.....	18
--	----

Liste des tableaux

Tableau 1 : Catégories des données.....	36
Tableau 2 : Catégories et nombre d'activités au FSR02.....	39
Tableau 3 : Portrait des répondants du Questionnaire « Qu'est-ce t'en penses ».....	40
Tableau 4 : Résultats du Questionnaire « Qu'est-ce t'en penses ».....	41
Tableau 5 : Portrait des répondants du questionnaire sur les impacts.....	42
Tableau 6 : Résultats du questionnaire sur les impacts.....	43
Tableau 7 : Résultats des questions du groupe cible.....	44

Liste des annexes

1- Carte de localisation du Saguenay-Lac-Saint-Jean.....	viii
2- Carnet de bord abrégé.....	ix
3- Organigramme de l'organisme <i>Forum social régional 02</i>	x
4- Liste des partenaires.....	xi
5- Bilan financier du <i>Forum social régional 02 / 2006-2007</i>	xii
6- Consultation sur les motivations et les enjeux à aborder.....	xiv
7- Liste des activités lors du Forum social.....	xxiii
8- Liste des organismes, associations ou entreprises inscrits.....	xxix
9- Conclusions des activités rapportées par les responsables.....	xxxiii
10- Questionnaire sur les impacts du réseautage au Forum social régional 02 (FSR02) au Saguenay-Lac-Saint-Jean.....	xxxvii
11- Questionnaire du groupe cible sur les impacts du réseautage au Forum social régional 02 (FSR02) au Saguenay-Lac-Saint-Jean.....	xxxviii

1. PLANIFICATION TERRITORIALE ET DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Des changements significatifs sont survenus ces dernières décennies avec l'intégration de concepts reliés au développement durable dans les processus de planification territoriale comme entre autres, l'élaboration de plans directeurs en environnement, le souci du respect des enjeux de société et une meilleure écoute du virage vert¹. Les décideurs ont ainsi ajouté aux discours et surtout aux pratiques de planification territoriale le maintien de l'intégrité écologique, la satisfaction des besoins essentiels, l'équité sociale et le développement économique; autant d'impératifs pour réaliser un développement territorial nécessaires à ces nouvelles exigences. Par ailleurs, les citoyens se sentent de plus en plus interpellés par les enjeux de planification territoriale et exigent d'être associés aux décisions d'aménagement qui ont trait à leurs milieux de vie. De même, la société civile organisée, de plus en plus vigilante, veut de facto participer à l'initiation des projets de développement, être aussi partie prenante à leur gestion et également obtenir des comptes-rendus des résultats. Ainsi, la participation des citoyens, la consultation du public et la concertation entre acteurs sont devenues des incontournables de la planification du territoire (*Rada Donath, 2003*).

Quelles sont les implications de l'émergence du concept de développement durable dans la planification territoriale? Quels seraient aussi les étapes et les outils à développer permettant une prise en compte des besoins des citoyens dans un schéma de

¹ Les exemples de changements peuvent se définir comme suit : l'intégration graduelle à tous les territoires de la cueillette sélective des déchets, la renonciation du gouvernement à des projets controversés comme le casino à Pointe-Saint-Charles ainsi que des investissements majeurs dans des fonds de développement durable comme le Centre Québécois du Développement Durable.

développement durable « participatif »? Serait-il possible d'envisager un nouveau schéma d'interface démocratique? Basées sur une recherche actuelle effectuée au Saguenay-Lac-Saint-Jean entre 2005 et 2007, différentes pistes de solution émergent quant à la transformation des pratiques de mobilisation pour la planification du territoire et l'intégration de la voix de la société civile à ce processus. L'objectif de cette recherche est de développer un modèle de mobilisation afin d'inclure la société civile dès la première étape de la planification stratégique. Plus spécifiquement, la méthodologie de recherche-action, utilisée dans la présente étude et soutenue par différents segments de la population, sert de levier pour la mobilisation autour d'enjeux de développement régional. À cet effet, nous nous sommes penchés sur l'apport de cette méthodologie à la dynamique de recherche ainsi que les impacts de la participation au Forum social sur le réseautage de la société civile régionale. Afin de mettre en perspective le développement durable et l'approche participative en lien avec la planification stratégique, sont d'abord définis les concepts de notre problématique de recherche au chapitre 2 et 3. En second lieu, au chapitre 4, l'origine de l'outil connu sous le vocable « Forum social » est abordée de même que son adaptation développée conjointement avec la communauté. Également dans ce chapitre, une brève description de la région à l'étude ainsi que les hypothèses de recherche sont présentées. Le chapitre 5 est consacré à la description de la méthodologie de recherche et à la présentation des données. Par la suite, une discussion, élaborée à partir des données pertinentes, est présentée au chapitre 6. L'emphase portera aussi sur les points positifs les plus prometteurs pour une intégration immédiate à notre interface démocratique. Finalement, des pistes d'intérêt pour le futur sont aussi mises en relief au chapitre 7.

2. LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : VERS UNE APPROCHE PARTICIPATIVE

Le développement durable est un concept d'actualité très exploité par nos démocraties afin d'adoucir les retombées sociales et environnementales souvent négatives provoquées par tout développement du secteur économique qui ne tient pas compte des externalités négatives. Au sommet de Rio de Janeiro en 1992, la définition initiale du Rapport Brundtland, axée prioritairement sur la préservation de l'environnement et la consommation prudente des ressources naturelles non renouvelables, a été modifiée dans une perspective de progrès économique, de justice sociale et de préservation de l'environnement (*Brundtland, 1987; Parson et al., 1992*). Bien qu'il soit admis que cette définition doit s'adapter aux réalités environnementales et sociales de chaque territoire, selon nous l'aspect participatif est escamoté du processus de développement. Il peut être affirmé que sans la composante « participation de la population », les actions entreprises par les décideurs dans le cadre du développement durable ne pourront pas nécessairement répondre adéquatement aux besoins essentiels actuels et encore moins à ceux à venir. Il est donc primordial d'inclure, dans le processus de planification d'un développement durable, des mécanismes et des outils que les décideurs pourront utiliser conjointement avec la population. Deux problématiques inhérentes au sujet du développement durable se dégagent dans l'élaboration de cette présente démarche : l'une axée sur les différentes étapes de planification et l'autre axée sur le mode de représentation et la mobilisation de la société civile.

2.1. Planification du développement

D'entrée de jeu, l'intégration de la société civile organisée dans les processus de planification et la création d'espaces publics pour les citoyens permettent une délibération sur les enjeux territoriaux qui touchent et intéressent le citoyen (*Lamoureux, 2004*). Ainsi, les éléments de synergie pour dégager les orientations de développement favorisent l'émergence d'une vision sociale et holistique, rendant légitimes les efforts d'intégration du développement durable aux processus de planification. Donc, le réseautage entre les acteurs, un élément incontournable pour construire un processus visant un développement durable, assure l'intégrité et la continuité des orientations dégagées pour la planification et l'implication des citoyens dans des initiatives et actions (*Allie et Bryant, 2001*). Ces étapes semblent primordiales pour prendre en compte les dimensions sociales, économiques, environnementales et participatives du développement à toutes les échelles spatiales et temporelles qui sont au cœur d'une planification territoriale adéquate.

2.2. Mobilisation au développement

De par son essence même, la démocratie représentative, bien que fonctionnelle et nécessaire, ne permet pas de tenir compte automatiquement de la volonté populaire ou la gamme des intérêts légitimes, ni d'assurer l'intégration des principes du développement durable à la planification du territoire. Afin d'atteindre la pleine signification du mot « démocratie », tout système représentatif impliqué dans la planification territoriale devrait inclure une autre dimension : accentuer la participation de tous les citoyens tout en conservant les éléments représentatifs de base pour obtenir

ce qu'on pourrait nommer la planification du développement territorial «pour» et «par» la communauté ou les citoyens (*Bryant, 1995a, 1995b, 1999a*). L'implication du citoyen dans le débat qui précède la prise de décision politique se réalise à plusieurs niveaux et dans plusieurs cadres. Dans ce contexte, tout groupe ou individu peut poser des actions ou intervenir dans le processus du moment qu'elles sont conformes aux règlements en vigueur. Pour la finalité, l'objectif est d'obtenir des décisions prises avec l'accord de la majorité des personnes concernées et pour le bien commun – un but utopique pour les uns, mais essentiel pour d'autres observateurs. D'ailleurs, une participation citoyenne dès le début d'un processus de planification est capable de construire une vision holistique, de proposer les grands axes de développement du territoire et de proposer et de gérer des initiatives (voir l'exemple analysé par *Bryant (1999b)*).

Nous pouvons voir au Québec l'émergence de certains éléments de ce mode de fonctionnement ou paradigme dans les structures de développement régional comme les Conférences régionales des Élus (CRÉ). Par contre, la participation de la société civile à ces instances publiques est généralement faite par invitation, donc une forme très restreinte de participation. De facto, les représentants de groupes d'intérêts, d'organisations et de mouvements populaires, autant que le secteur privé sont invités à prendre place à la concertation et à l'élaboration de la planification. Cependant, d'importants segments de la population ainsi que leurs intérêts risquent d'être mis à l'écart à cause des processus inclusifs et participatifs limités (*Bryant, 1995b*). Il est donc important de développer des espaces publics où le citoyen peut faire entendre sa

voix, mais il est d'autant plus important de mobiliser la population, de façon constructive, à prendre part à cette délibération sur les enjeux de développement.

3. LES SYSTÈMES DÉMOCRATIQUES ET LES PROCESSUS DE PLANIFICATION

3.1. La démocratie représentative

La démocratie représentative, à la base du système politique québécois, est le moyen par lequel le peuple désigne des représentants afin de décider des politiques et des orientations de développement et de voter des lois et règlements, et ce, à tous les niveaux de gouvernance. Ce système, bien que fonctionnel et nécessaire, ne permet pas automatiquement d'inclure à chaque étape la volonté populaire ni d'assurer toujours l'intégration des principes de développement durable pour la planification et l'aménagement du territoire. Par ailleurs, selon notre propre analyse, plusieurs lacunes émergent quant à la fonctionnalité de ce système. Premièrement, les élus font face à des intérêts issus du lobbysme donc pas toujours représentatifs de ceux de la population et ils sont rarement imputables de leurs décisions en cours de mandat. Deuxièmement, il n'y a pas d'obligation statutaire d'informer le peuple, sur les activités de l'État peu importe l'échelon gouvernemental, ni d'effectuer des consultations avant de prendre des décisions majeures pouvant affecter un ou plusieurs segments de la population². Troisièmement, la concentration du pouvoir entre les mains de représentants, surtout dans un contexte multipartite, favorise d'une part l'exclusion de certains segments non représentés et d'autre part peut générer de la corruption. Finalement, l'alternance des partis politiques et la partisanerie entraînent une rupture gouvernementale substantielle, dans la gestion des affaires publiques, résultant en un changement de lois

² Il faut noter ici que les médias ont un mandat d'informer sur les agissements des gouvernements bien que souvent des informations soient placées sous la Loi de la protection de l'information (*Service canadien du renseignement de sécurité, 2004*).

et de règlements et par le fait même donnant une réponse non appropriée aux attentes de l'ensemble de la population. Afin de rejoindre la définition réelle de la démocratie, le système représentatif en rapport à la planification territoriale devrait selon nous inclure une autre dimension qui soit plutôt participative, tout en conservant ses éléments représentatifs de base – que nous avons nommés ci-haut : la planification du développement territorial «pour» et «par» la communauté ou les citoyens (*Bryant, 1995a, 1995b, 1999a*).

3.2. La démocratie participative

La démocratie participative est une approche politique qui complète la démocratie représentative en permettant d'accroître l'implication et la participation des citoyens au débat public, à la prise de décision ainsi qu'à l'initiation et à la gestion des actions. Elle représente en effet un système hybride dans lequel le peuple délègue son pouvoir à des représentants initiateurs de lois, de règlements et de politiques, mais conserve cependant la possibilité d'initiative et de contrôle de projets par des mécanismes de concertation des acteurs et des consultations populaires. Dans ce contexte, les citoyens peuvent initier une révision législative ou constitutionnelle par le biais d'une pétition, menant à une concertation multcentrique; de cela pourra émerger une loi. De leur côté, les représentants élus peuvent préparer des projets de loi, entamer un débat populaire et soumettre les projets au vote référendaire. L'implication du citoyen dans le débat qui précède la prise de décision politique se réalise à plusieurs niveaux et dans plusieurs cadres, selon les initiatives. Aussi, les élus et leurs fonctionnaires, à tout niveau de gouvernance, ne peuvent pas générer des projets de développement de la société, sans

obtenir la mobilisation des citoyens afin de mettre à exécution leurs politiques. Enfin, les citoyens de par leurs associations et groupements informels, peuvent proposer et gérer des initiatives qui peuvent être reconnues par les gouvernements et par la suite intégrées aux politiques.

La Suisse est un précurseur de la démocratie participative ayant inclus peu à peu depuis plus d'un siècle les droits populaires à sa constitution. Les lois importantes sont toutes soumises au vote référendaire, qui est obligatoire, et c'est le cas de toutes lois lorsqu'un nombre minimum de citoyens le demande par une pétition. Également, un nombre défini de citoyens peut demander une révision de la constitution ou de la législation. Au niveau local et régional, le peuple est parfois consulté pour les dépenses majeures. Il y a au moins quatre référendums par année en Suisse et le citoyen se prononce, la plupart du temps, sur plusieurs questions (*Direct Democracy, 2006*). Nul ne peut prétendre que le système suisse soit d'autant paralysé dans son action, car beaucoup de mesures adoptées font l'envie de sociétés occidentales.

Plusieurs autres exemples de démocratie participative, comme celui de Porto Alegre au Brésil, ont fait la preuve que la participation de différents segments de la population peut aider les communautés à se prendre en main et surtout que cette participation permet de cerner les réels besoins en infrastructure. Par exemple, Pont (2003) explique qu'au-delà des liens tissés entre la société civile et les représentants élus, un réseautage se construit autour d'une synergie communautaire et une mobilisation devient effective à l'échelle municipale menant à des décisions concertées et répondants aux réels

besoins. L'expérience de Porto Alegre aurait pu prendre encore plus d'envergure et être plus souvent transposée dans d'autres milieux s'il n'y avait eu un blocage systématique provenant du gouvernement supérieur. Il est clair que la démocratie participative est un complément au système représentatif actuel en permettant l'intégration de divers segments de la population à la définition des orientations de développement, et même à l'initiation et la gestion de projets.

3.3. La gouvernance

Cette réflexion sur les systèmes démocratiques nous mène à considérer un concept de plus en plus utilisé dans la littérature et même dans les orientations gouvernementales: la gouvernance. La gouvernance c'est un ensemble d'acteurs étatiques et non étatiques sous l'influence de différentes formes d'interaction et découlant de plusieurs échelles spatiales d'application (*Pütz, 2005*). La gouvernance est donc, dans une certaine mesure, l'arrimage des différents intérêts des acteurs de la société civile, du marché économique et de l'état sous un système de concertation œuvrant à l'échelle locale, régionale, nationale ou internationale (*Quesnel, 1999*). Ceci implique alors une collaboration afin de coordonner efficacement le pouvoir, l'utilisation des ressources et l'information (*Paquet, 2004, 2005*). Donc, l'idée de gouvernance nous ramène souvent à la question de la gestion durable de l'espace public. Lahaye met en relief une dimension intéressante de la gouvernance « organisée autour d'acteurs institutionnels clés qui pourront assurer simultanément la coordination locale et l'articulation des sphères locale et globale » (*Lahaye, 1999*). Dans cet ordre d'idée, le gouvernement du Québec a mis sur pied un système de gouvernance avec la création des comités de

gestion par bassin versant, composés entre autres de membres institutionnels. Regroupant également les acteurs locaux reliés à la ressource de l'eau, des actions sont effectives afin de rendre compte des intérêts de chacun et ce, sur un territoire donné tout en ayant des orientations supra locales – celles de la politique nationale de l'eau.

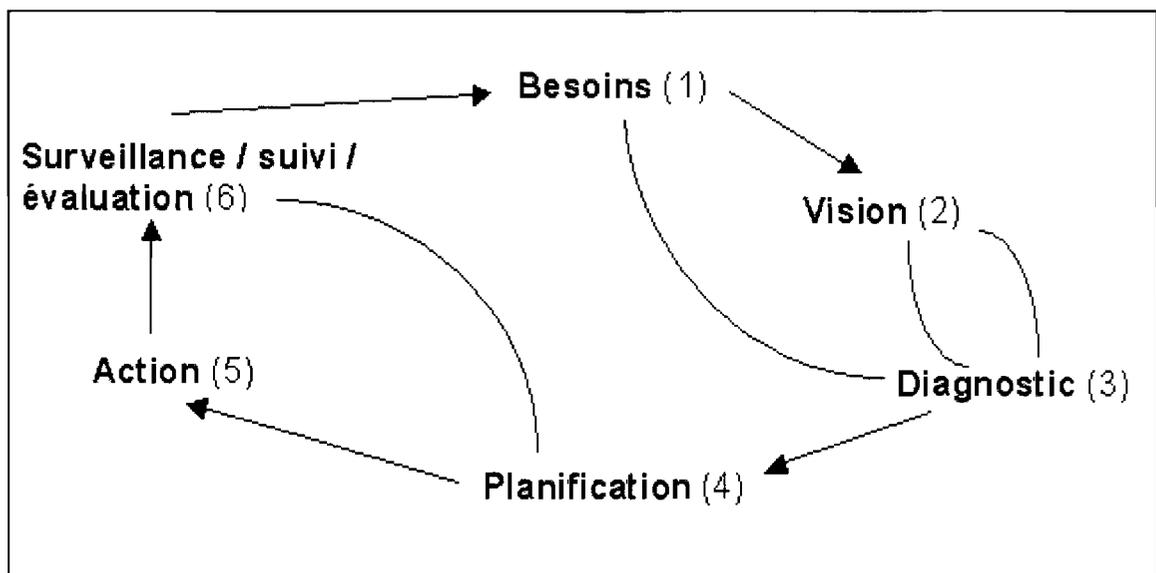
3.4. Les processus

L'aménagement du territoire est une approche prospective avec pour but de répartir ou de restructurer sur un territoire les activités de l'homme. Il représente autant le processus d'aménager que les résultats de cet aménagement. Plusieurs intervenants sont partis prenants de ce processus, par exemple les architectes, les urbanistes, les ingénieurs, les politiciens et les entreprises privées. Afin de bien structurer cet aménagement et tenir compte des impératifs d'un développement durable, il est nécessaire de le planifier adéquatement dans le cadre des limitations géographiques et des besoins des communautés. Le schéma d'aménagement est un des outils privilégiés, servant à tous les intervenants, pour entreprendre des activités de structuration du territoire. Plusieurs schémas d'aménagement se réfèrent aux planifications territoriales déjà réalisées afin de rester fidèles à la réalité des communautés.

La planification territoriale est un processus incontournable dans les sociétés occidentales et de plus en plus exigée à l'échelle régionale par les gouvernements (*Caron et Martel., 2005*). Elle comporte un processus de développement de stratégies, soit une planification stratégique, répondant aux objectifs fixés lors de l'évaluation des besoins d'une communauté tel l'Agenda 21 local (*Blais et Caron, 2007*). La

planification stratégique du développement territorial, doit se projeter à long terme et se mesurer sur une grande échelle eu égard aux activités qui seront adoptées ou effectuées sur le territoire. Il existe plusieurs façons d'entreprendre cette planification, mais la littérature fait ressortir un modèle méthodologique plutôt générique (Bryant, 1995a, 1995b, 1999a), même s'il est important de souligner que les étapes ne suivent pas en principe une séquence linéaire (figure 1).

Figure 1. Les étapes de la planification territoriale



Sources : Bryant, 2005

La première étape consiste à prendre en compte des besoins basés sur la situation réelle de la communauté. Ensuite, il est nécessaire de construire une vision réaliste et partagée basée sur ces besoins. Avec cette vision, il est possible d'entreprendre un diagnostic des besoins du territoire, de fixer les grands axes du développement et de décider des activités qui pourront être retenues pour l'atteindre. Cette démarche doit

correspondre aux besoins de la communauté. Si la validation démontre des divergences avec cette vision, il convient alors de réévaluer les besoins et de recommencer l'élaboration de la vision commune. Une fois le processus bien en place, il est logique de planifier de façon cohérente les actions qui seront priorisées au sein de chaque grand axe ou orientation stratégique. La cinquième étape est de mettre en exécution le plan obtenu. Finalement, il faut assurer d'une part le suivi des actions, afin de surveiller si la planification est bien exécutée, et d'autre part de réévaluer les besoins pour être le plus à jour au niveau de la réalité de la communauté. En effectuant un suivi continu, on comprend la non-linéarité entre ces différentes étapes. À cet effet, la planification doit favoriser la dissémination de l'information et l'équité des idées retenues tout au long du processus qui est continu et sans fin. Dans le cas qui nous intéresse, les principes de développement durable doivent se retrouver dans l'exercice de planification tout en conservant les besoins essentiels de la communauté. De nombreuses communautés se sont engagées dans ces processus de réflexion et d'action stratégique, dont les résultats ont été admis par la suite dans les outils traditionnels de planification territoriale (*Bryant, 1999b*). Toutefois, un défi s'impose quant à la représentation adéquate de tous les segments de la population. Cette représentation est rendue possible par une mobilisation populaire d'envergure, un recrutement au sein des instances décisionnelles, un renforcement des capacités des acteurs en puissance ainsi que la mise en place d'une forme organisationnelle appropriée rassemblant tous les acteurs sur une même plateforme.

3.5. Les acteurs

Les acteurs impliqués dans le processus de planification du développement sont multiples, et tous contribuent au façonnement de leur territoire (*Doyon et al., 2005*). Les rôles et fonctions assumés par le même type d'acteur peuvent varier selon le territoire et la juridiction dans laquelle il se trouve. Néanmoins, quelques points saillants peuvent être avancés. En premier lieu, il y a les représentants élus qui prennent des engagements afin de favoriser la planification en mettant en place des politiques publiques qui orientent ce développement. Cependant, il se peut que d'autres acteurs que les élus décident de lancer un tel processus, par exemple une corporation de développement économique (*Bryant, 1999b*). En second lieu, les professionnels en aménagement et en planification élaborent des orientations et des actions plus précises afin de respecter les limites sociogéographiques d'un territoire donné, mais il semble essentiel aujourd'hui que cette élaboration soit alimentée par une réflexion stratégique de la part des citoyens. Ensuite, les agents de développement dialoguent avec la communauté dans le but de faire ressortir la réalité et les besoins de celle-ci. Ils mettent alors en place des projets, d'envergure locale ou régionale, reliés à cette réalité, souvent en intégrant des initiatives et actions proposées et gérées par des groupes de citoyens ou des corporations. Évidemment, les secteurs privés et associatifs élaborent des projets économiques, sociaux ou culturels en lien avec la demande du milieu ou du marché, toutefois compatibles avec la vision commune à facettes multiples du territoire. Finalement, la communauté est composée de plusieurs segments organisés ou non qui sont en quelque sorte les utilisateurs et les acteurs de ce développement. Que ce soit les

organismes formels, les groupes d'intérêts ou la population, ces segments ont leur mot à dire quant à la planification et à la transformation de leur territoire.

Cependant, ces organismes et groupes sont souvent placés en marge des exercices de planification soit par leur statut non reconnu ou par manque d'information. De plus, ils ont une capacité d'autogestion variable. Dans ces situations, il importe aux acteurs déjà impliqués dans le processus de les écouter, de renforcer la capacité de ces autres « acteurs en puissance » et de les inclure dans leur démarche. Dans une perspective de développement durable, un tel renforcement des capacités des « autres » peut être perçu comme une menace par certains acteurs déjà en place.

Plus largement, il est possible d'inclure plusieurs acteurs cités ci-dessus comme faisant parti de la société civile. Mais en fait, qu'est-ce que la société civile? Selon une entrevue du titulaire de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie de l'UQAM, Jules Duchastel, la société civile c'est :

« cette myriade de mouvements sociaux, de groupes écologistes ou communautaires, souvent organisés en réseaux, mais dépourvus de toute structure hiérarchique et aux intérêts parfois divergents qui tentent d'influencer l'agenda des gouvernements. Au sens large, la société civile comprend aussi les chambres de commerce et autres organisations non gouvernementales de défense des intérêts privés » (Bourdon, 2006).

Par ailleurs, dans une définition du politologue Jean-Louis Quermonne, la société civile se traduit par « l'ensemble des rapports interindividuels, des structures familiales, sociales, économiques, culturelles, religieuses, qui se déploient dans une société donnée, en dehors du cadre et de l'intervention de l'État (*L'encyclopédie de l'Agora*,

2008). » Donc, au-delà d'être constitué par des individus et des entités ayant leurs propres intérêts, la société civile est un ensemble de relations complexes entre ceux-ci évoluant selon un contexte politique et social déterminé. Ce contexte peut être restreint à un territoire, selon différentes échelles, et être influencé par des enjeux tant locaux que globaux. La légitimité et la représentativité des segments de la société civile sont quant à elles souvent remises en question comme c'est le cas dans la mutation du CRCD vers la CRÉ.

Il va sans dire qu'un défi s'impose quant à la représentation adéquate de tous les acteurs, mais reste possible par les actions suivantes : mobilisation d'envergure des différents segments de la société civile, recrutement d'acteurs clés au sein des instances décisionnelles, renforcement des capacités des acteurs en puissance comme les professionnels, les corporations et les groupes divers et finalement, adoption d'une forme organisationnelle appropriée. Les intérêts multiples de tous les acteurs se chevauchent souvent et sont difficiles à arrimer. Tout cela offre un défi territorial intéressant pour parvenir à une planification intégrée.

4. SUJET DE L'ÉTUDE

4.1 Le Forum social

Avec la mise en valeur des principes de la démocratie participative et du développement durable, plusieurs expériences à travers le monde ont montré que le réseautage de divers segments de la population accentuait la délibération sur des sujets aussi divers que l'environnement, les droits humains ou l'économie (*Pont, 2003; Allie et Bryant, 2001; Bryant et al., 2001*). L'une de ces expériences des plus intéressantes concerne l'espace de dialogue ouvert du Forum social mondial (FSM) initié en 2001 au Brésil (*Keraghel et Sen, 2004*). L'attrait incontestable et la poussée fulgurante de ce mouvement se basent principalement sur le désir de la société civile de participer au développement plutôt que de le subir et d'y parvenir en créant des réseaux et des alliances à travers le monde. Autant par des actions de contestation et de critiques que par la recherche de solutions concrètes, ce mouvement a pris de l'ampleur depuis 2001 en rassemblant des centaines de milliers d'activistes de partout autour du globe (*Smith, 2004*). Selon le site Internet officiel du FSM, le Forum social mondial est :

« un espace de débat démocratique d'idées, d'approfondissement de la réflexion, de formulation de propositions, d'échange d'expériences et d'articulation de mouvements sociaux, de réseaux, d'ONG et autres organisations de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et par toute forme d'impérialisme » (FSM, 2007).

Initialement, dans la pensée des organisateurs ce mouvement se devait être un rendez-vous annuel, mais l'engouement noté au fil des ans (150 000 participants en 2005 à Porto Alegre) l'a transformé, par l'éclatement de ses structures, en un outil de

concertation appliqué à plus petite échelle. Ainsi, le processus s'est régionalisé et thématisé pour prendre différentes formes et se pencher sur des problématiques macrorégionales ou plus locales. Par exemple, nous retrouvons parmi ces initiatives, le Forum social européen de 2003, 2004 et 2005, le Forum social Alberta en 2003, le Forum social des Amériques en 2004, le Forum des autorités locales en Espagne en 2004, le Forum social jeunesse en Argentine en 2006, le Forum mondial pour la paix à Vancouver en 2006, le Forum social États-Unis en 2006 ainsi que des centaines d'autres forums dans le monde (*FSM, 2007*). Bien que l'effervescence du mouvement soit d'une part positive pour le renforcement de la société civile autant à l'échelle locale que globale, il est d'autre part prudent que le mouvement se dote de mécanismes d'évaluation et d'autocritique. Byrd mentionne justement l'importance du processus réflexif entre l'aspect participatif et révisionnel de la démarche d'organisation des forums sociaux. Selon lui, cette ouverture méthodologique est la pierre angulaire du succès à long terme du mouvement altermondialiste (*Byrd, 2005*).

Inspiré de ce mouvement, un Forum social régional a pris naissance dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean en 2005. Le processus d'organisation a été lancé en février par un petit groupe de citoyens issus du milieu académique et communautaire ayant pour objectif de favoriser l'implication citoyenne au développement régional. Au fil des rencontres et des questionnements des participants, il a été décidé ainsi d'organiser un rassemblement de 3 jours entre le 22 et le 24 septembre 2006. Pour rendre plus légitime l'organisation d'un tel Forum social, un organisme sans but lucratif a été créé

en janvier 2006, sous le nom de *Forum social régional 02 (FSR02)*. Les objectifs de l'organisme ont été définis comme suit:

- 1) Rechercher, promouvoir et diffuser les initiatives et projets alternatifs en créant une synergie autour des initiatives locales;
- 2) Favoriser l'émergence d'actions concrètes et l'établissement d'une vision sociale commune;
- 3) Entrainer dans la région un débat de société constructif et mobilisateur;
- 4) Conscientiser à une prise de responsabilité citoyenne individuelle et collective;
- 5) Promouvoir un développement régional humain, durable et équitable (*FSR02, 2006*).

C'est avec un retour sur les énergies déployées pour la mise en place d'une telle structure qu'inévitablement on doit se poser la question : « Est-ce que le Forum social régional peut-être un outil structurant pour la mobilisation et l'intégration de la société civile au sein du processus de planification stratégique territoriale? ». Essentiellement, c'est cette question qui est au cœur du présent projet de recherche.

4.2. La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean s'étend sur 104 018 km² et elle représente 6,8 % du territoire québécois (voir carte en annexe 1). En 2006, l'Institut de la statistique du Québec estimait la population régionale à 274 095 habitants, représentant 3,6 % de la population du Québec (*ISQ, 2007*). Toujours selon l'ISQ, la répartition des hommes et des femmes était égale en 2006 et 41% de la population avait moins de 35 ans. Sur le

plan de l'organisation du territoire, la région compte 49 municipalités réparties en cinq municipalités régionales de comté, soit le Fjord-du-Saguenay, le Lac-Saint-Jean-Est, le Domaine-du-Roy, la Maria-Chapedelaine, ainsi que Ville Saguenay qui constitue à la fois une ville et une MRC. Une communauté autochtone est également présente sur le territoire (*Atlas Saguenay-Lac-Saint-Jean, 2007 et Portail gouvernemental, 2007*).

L'économie régionale est particulièrement soutenue par l'exploitation des ressources naturelles (principalement l'industrie forestière), l'hydroélectricité et la transformation primaire de ressources comme l'aluminerie et le bois, champs d'activité principalement occupés par la grande entreprise. Autour de ces industries, gravite une multitude de petites entreprises (PME) de plus en plus reliées à la transformation des ressources naturelles et notamment à la fourniture de biens et services connexes à la grande industrie comme entre autres Alutech TTRG Inc. à Alma, LAR Machinerie (1983) inc. à Métabetchouan-Lac-à-la-Croix et Granule LG inc. à Saint-Félicien. Également, le Saguenay-Lac-Saint-Jean jouit d'un statut de région laboratoire sur plusieurs plans, que ce soit la mise en marché de nouveaux produits ou l'implantation de nouvelles politiques de recherche et développement tel le projet de "Vallée de l'aluminium". De plus, on y retrouve le Centre Québécois du Développement Durable, le forestier en chef et de nombreuses autres initiatives de renforcement communautaire qui se sont maintenues avec le temps, tel que le Forum jeunesse du Regroupement-Action-Jeunesse 02 et Solidarité Populaire 02.

La société civile organisée, au Saguenay-Lac-Saint-Jean et avant 2005, pourrait se définir sous quelques angles d'analyse proposés par Proulx. En effet, celui-ci explicite une enquête sur certains aspects de la société civile dans son livre intitulé « *Vision 2025 : Le Saguenay-Lac-Saint-Jean face à son avenir* », portant sur les actions structurantes de la société civile. Il met en exergue que des 163 projets issus en 2005, la plupart du temps, ceux-ci ont un rayonnement régional comptant pour 66% et que 38% des organisateurs sont issus de la société civile (Proulx, 2007). Autrement, il parle du net recul de la place de la société civile, au sein de la CRÉ, érodant la concertation régionale qui était présente avec le CRCD. Ceci a pour répercussion qu'il n'y a plus de distinction entre les décideurs aux différents niveaux de gouvernance et que les représentants de la société civile sont maintenant nommés par les élus. Également, quelques échanges informels sur la situation « *avant forum* » du réseautage de la société civile, avec des têtes de réseaux tels des regroupements communautaires, syndicaux et pastoraux, ainsi que l'initiatrice du Forum social régional, nous apportent la lecture suivante. Premièrement, la jeunesse était peu présente dans les différents regroupements et événements de la société civile incitant à peu de contacts intergénérationnels. Deuxièmement, l'environnement était très peu traité comme enjeux majeurs de la société, bien que quelques groupes environnementaux étaient et sont toujours actifs sur le territoire. Troisièmement, les événements organisés étaient très ciblés, c'est-à-dire que les enjeux et les conférenciers étaient préprogrammés ne laissant guère de choix aux participants. En ce sens, les participants à ces événements étaient surtout composés des organismes déjà établis sans inclure nécessairement la population en général. Quatrièmement, plusieurs des répondants ont mentionné que les

enjeux traités, bien que tournés vers l'international, ne reflétaient pas la philosophie altermondialiste de recherche d'alternatives au développement néolibéral. Finalement, la question de la sous-représentation de la société civile aux instances de la CRÉ est revenue comme explication d'un certain déficit démocratique – également mentionné par *Rada Donath, (2004) et Proulx (2007)*.

Par ailleurs, il serait pertinent de mettre en contexte les enjeux contemporains de développement auxquels la région fait face. Premièrement, la crise des ressources naturelles est sans contredit un enjeu régional majeur, soit en ce qui concerne la gestion de l'eau et la gestion des forêts. D'une part, la gestion de l'eau nous mène à une problématique bien plus d'envergure qui est le contrôle de la ressource par la grande entreprise. En effet, Alcan contrôle depuis près d'un siècle la majorité des cours d'eau qui se jettent dans le Lac-Saint-Jean incluant le niveau de celui-ci. Par conséquent, les multiples barrages existants ou ceux projetés ainsi que le contrôle du niveau de plusieurs lacs, entachent la jouissance de la ressource par les communautés locales ainsi que l'intégrité environnementale des rivières. D'autre part, la crise de la forêt apporte des changements majeurs autant dans la composition de l'emploi des petites communautés que des conséquences environnementales majeures sur les vastes territoires coupés. On peut noter dans ce sens les récents rapports sur la forêt comme le rapport Coulombe en 2004 qui accentuent l'urgence d'agir et plus récemment le sommet sur la forêt à l'automne 2007.

Deuxièmement, la question de la ruralité, englobant tout le contexte de la dévitalisation des communautés rurales et de la décentralisation, pose des interrogations sur les politiques publiques en place. En ce sens, la récente Politique nationale de la ruralité 2007-2014 du gouvernement québécois vient dans une certaine mesure palier à plusieurs manques au niveau des investissements et avantages fiscaux en région. C'est par deux mesures novatrices, les produits de spécialité et les laboratoires ruraux, que cette politique tente d'amoinrir les effets de la dévitalisation rurale (*MAMR, 2006*). L'arrimage des efforts de développement des différents partenaires de cette politique, soit entre autres, le gouvernement du Québec, la Fédération québécoise des municipalités, Solidarité rurale du Québec et l'Association des centres locaux de développement du Québec, montre une voie concrète vers une gouvernance territoriale multi échelle. Cela dit, reste à voir les impacts réels de cette politique sur l'avenir des territoires ruraux tel le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Finalement, la question démographique, concernant entre autres le vieillissement de la population et les migrations interrégionales, est un enjeu qui mérite l'attention. En premier lieu, le vieillissement de la population, qui s'accompagne du faible taux de natalité, a pour les régions périphériques plusieurs répercussions néfastes comme la pénurie de main-d'œuvre, l'engorgement du système de santé et les investissements en infrastructure municipale³. En effet, le vieillissement de la population au Saguenay-Lac-Saint-Jean se traduit par une augmentation des 65 ans et plus de l'ordre de 5,9% en 1981 à 12,4% en 2001 (*MAMR et Statistique Canada, 2003*). En deuxième lieu, les

³ Un rapport de 2004 du MAMR démontre les répercussions sur les finances des municipalités vieillissantes. (http://www.mamr.gouv.qc.ca/publications/obse_muni/eff_vieil_rapport.pdf)

migrations interrégionales offrent un enjeu de taille pour les régions en perte démographique. Cumulé au faible taux de natalité, le bilan migratoire négatif du Saguenay-Lac-Saint-Jean est évocateur de conditions précaires en ce qui concerne l'avenir de la région. Entre 1991 et 1996, le bilan migratoire se solde d'une perte de 6 979 personnes tandis qu'entre 1996 et 2001, il atteint 10 858 (*ISQ, 2007*).

Bref, on peut dire que la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean est constituée de particularismes et de tissus socioéconomiques lui conférant un caractère intéressant pour la recherche. Il faut ajouter aussi le caractère ingénieux de ses citoyens habitués à se débrouiller dans un certain isolement en plus de la grande fierté d'avoir dompté ce qui constitue pour eux un « Royaume ». C'est en raison de ces caractéristiques, liées à son contexte socioéconomique et à la situation de la société civile, en plus du processus initié en 2005 par des citoyens, que la région a été choisie pour l'organisation d'un évènement tel le Forum social.

4.3. Hypothèses de recherche

Suite à l'identification du sujet de l'étude (le Forum social régional au Saguenay-Lac-Saint-Jean) et en lien avec la question de recherche (est-ce que le Forum social régional peut-être un outil structurant pour la mobilisation et l'intégration de la société civile au sein du processus de planification stratégique territoriale?), nous avons élaboré les deux hypothèses de recherche suivantes :

- 1- La participation au Forum social a un impact sur le réseautage de la société civile.

2- La méthodologie de recherche-action influence la dynamique de recherche en repensant le rôle traditionnel et objectif du chercheur et en incitant à un changement social.

Pour répondre à la question de recherche au niveau de la mobilisation, il faut stimuler un réseautage entre les segments de la population sur des sujets qui intéressent ceux-ci. Ainsi, la méthodologie développée dans le cadre de cette recherche, de même que les données issues des différentes activités et questionnaires, est étroitement liée à l'intégration des préoccupations de la société civile dans les discussions sur les enjeux de la planification. Donc, il faut considérer que le Forum social, s'il a un impact sur le réseautage de la société civile, mobilise les différents acteurs à délibérer sur les enjeux régionaux et ainsi peut avoir un impact sur les orientations de développement qui servent aux décideurs lors de la prise de décisions. Au niveau de la dynamique de recherche, il faut considérer que la recherche-action doit mettre le chercheur dans une position d'acteur au changement social et non seulement d'observateur, mais sans qu'il impose un point de vue sur les autres participants dans la recherche. De plus, la production de la connaissance se fait de manière concertée et coévolutive avec la population, ce qui amène une autre dynamique dans la recherche qui soit plus subjective. Le prochain chapitre met l'emphase sur les aspects méthodologiques servant à répondre aux hypothèses de recherche.

5. ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

5.1. Méthodologie

La méthodologie choisie s'inspire de la démarche de recherche-action (*action research*) conceptualisée par Kurt Lewin dans le domaine de la psychologie étant « une démarche de recherche fondamentale dans les sciences de l'homme, qui naît de la rencontre entre une volonté de changement et une intention de recherche... (Lewin, 1948; Liu, 1992 : p.294). » Bien que remise en question, cette conceptualisation a été à la source de plusieurs courants épistémologiques et méthodologiques. À cet effet, Liu incite sur deux types de recherche-action, l'un étant *associée* et l'autre *interne*. Cette recherche se base sur le premier type, la recherche-action associée, étant définie par Liu comme la volonté de changement par la population et la volonté de recherche par le chercheur qui n'exclut pas, pour celui-ci, l'objectif du changement (Liu, 1992). Dans ce contexte de recherche-action, plusieurs auteurs, comme Kobayashi (2001) et Borda (1985, 1991), parlent de construction de la connaissance collective par l'expérience populaire et par l'engagement du chercheur. Les fondements de la recherche traditionnelle, qui ne doit pas déranger le sujet et doit garder une position neutre, sont repensés dans la recherche-action en insistant sur l'engagement du chercheur et son implication dans le but d'un changement social (Denzin et Lincoln, 2000). L'engagement du chercheur dans l'action est un élément central de la recherche-action (Lavoie et al, 1996). Le test théorique de la recherche-action est la capacité du processus de recherche à résoudre des problèmes, altérer des situations, aider la justice sociale et enligner les relations de pouvoir vers une plus grande démocratie. Pour y arriver, le chercheur doit rendre disponible

l'information au sein des communautés pour stimuler le changement par elles-mêmes (*Greenwood et Levin, 1998*). Mais nous cherchons à aller plus loin et pour ce faire une méthode concomitante fut développée. Ce type de recherche va plus loin que la recherche-action habituelle et dans une perspective politique, la méthodologie rend la théorie concomitante à l'action en permettant de franchir les dispositifs conventionnels de la recherche, ce qui est déterminant pour aboutir à des actions concrètes (*Borda, 1991; Rada Donath, 2003*). Dans le cas à l'étude, l'outil développé par le chercheur et la communauté est l'organisation et la tenue d'un Forum social. Il faut tout de même garder en tête certains critères scientifiques afin que la recherche soit valide. À cet égard, Deschamps propose quatre critères de scientificité répondant aux conditions suivantes : 1- décrire fidèlement l'action telle qu'elle se présente; 2- suspendre son jugement autant que possible; 3- décrire et respecter le contexte de l'expérience et; 4- respecter le temps dans l'évolution de l'action (*Deschamps, 1993*). Ces critères seront en partie évalués en conclusion d'analyse à la section 6.5. Finalement, un point important dans cette recherche consiste en la connaissance préalable des acteurs locaux de la position du chercheur. C'est-à-dire que d'emblée, les acteurs doivent être informés du rôle du chercheur et lui-même doit bien connaître le sien. Cette distinction est importante pour permettre au chercheur de prendre un certain recul sans que les attentes des acteurs soient biaisées (*Lavoie et al., 1996*).

Avant de présenter les données, il faut mettre en perspective l'implication du chercheur dans la dynamique de création de l'organisme et de l'organisation de l'évènement qui a mené à la cueillette de celles-ci. Il est important de noter que l'implication du

chercheur à la dynamique des Forums sociaux mondiaux depuis 2003 et du Forum social québécois en 2005 et 2006 a été une source importante d'expertise qui s'est traduite lors de l'organisation régionale de l'évènement. Pour ce qui est du Forum social mondial son implication a été la suivante : observateur/participant en 2003, journaliste en 2004, conférencier en 2005 et bénévole en 2006. Quant au Forum social québécois, son implication a été au niveau du comité logistique. D'une part, l'initiation du projet émerge d'une rencontre entre le chercheur et deux citoyens de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean durant le Forum social mondial de Porto Alegre en janvier 2005. À leur retour en région, les deux citoyens organisèrent des rencontres avec trois autres citoyens et une représentante d'organisme afin de déterminer la pertinence d'organiser un Forum social à l'échelle régionale, et ce, toujours étant en contact avec le chercheur. Ayant reçu un accueil plutôt favorable de cette idée auprès de la communauté, le chercheur, agissant comme accompagnateur de la démarche, initia le processus d'organisation dès septembre 2005 avec un groupe élargi de citoyens. D'autre part, durant toutes les étapes subséquentes jusqu'à la tenue de l'évènement, incluant l'incorporation de l'organisme et les rencontres des comités, le chercheur occupait une position de coordonnateur général ainsi que d'administrateur de l'organisme. Entre autres, il a été président du C.A. de l'organisme et il a siégé à quatre des six comités de travail en vue d'organiser l'évènement – finance, logistique, mobilisation et secrétariat général. Lors du déroulement de l'évènement, il a coordonné l'ensemble des activités avec les responsables de comités et un régisseur externe impliqué quelques semaines avant l'évènement. L'élaboration des questionnaires et des consultations a été faite conjointement avec les comités de travail et d'autres

intervenants régionaux – toutes les données ont été compilées à l'aide d'Internet suivant les tendances des technologies de l'information et des communications (TIC). Suite à la tenue de l'évènement, le rôle du chercheur au sein de l'organisme diminua graduellement jusqu'à l'assemblée annuelle d'avril 2007, date à laquelle il se retira de l'organisme afin de prendre une position plus neutre dans le but d'évaluer les impacts sur le réseautage issu du Forum social. Cette perspective d'accompagnement du changement social fait partie intégrante des principes de la recherche-action par la production de la connaissance collective et l'implication du sujet dans la démarche méthodologique. Tout de même, le chercheur ne doit pas être indispensable à ce changement et il doit s'assurer, sans s'imposer, que la communauté prenne en charge les suites des actions entamées conjointement.

5.2. Les données :

Tout au long de l'organisation de l'évènement, de son déroulement et de son suivi, plusieurs catégories de données étaient compilées et sont énumérées au tableau 1. Les données concernant sa préparation et son déroulement, ainsi que les retombées médiatiques et organisationnelles, ont été compilées à partir des archives du FSR02 relatives aux procès-verbaux, à l'utilisation du site Internet ainsi qu'à la compilation des informations factuelles de l'évènement – participants, activités et conclusions. Des outils, servant à faire la collecte des données quantitatives et qualitatives, ont été développés conjointement avec la communauté, par exemple la consultation sur les motivations et les sujets à aborder ainsi que le questionnaire « Qu'est-ce t'en penses? » disponibles à la section 5.3 et 5.6. Les résultats des questionnaires furent intégrés dans

une base de données suite à la mise en ligne et à l'invitation générale à y participer. Également durant l'évènement, les conclusions des activités étaient compilées à l'aide d'un formulaire, élaboré par les comités de travail, que les responsables remplirent à la fin de leur activité. Pour ce qui est des retombées à moyen terme sur le réseautage, les données furent amassées à l'aide d'un questionnaire informatisé mis en ligne un an après l'évènement. De plus, un groupe cible a été constitué avec les répondants qui avaient laissé leurs coordonnées sur le questionnaire et quelques questions plus précises leur ont été posées afin de quantifier et qualifier davantage le réseautage effectué lors du Forum social. Tout au long du processus, le chercheur tenait à jour un carnet de bord des étapes du processus qui peut être consulté en annexe 2 en format abrégé. Un portrait des données est dressé dans les sous-sections suivantes. Afin de bien comprendre les données, qui sont présentées dans ce chapitre, il est recommandé de lire au fur et à mesure les références aux annexes.

Tableau 1 : Catégories des données

Types de données	Catégories	Sources
Quantitatif	Préparation	Archive de l'organisme, site internet et carnet de bord
Qualitatif	Questions sur la motivation et les sujets à aborder durant l'évènement	Consultation internet
Quantitatif	Évènement	Bilan de l'évènement fait par le comité suivi
Qualitatif	Conclusions des activités	Formulaire des conclusions d'activités remis aux responsables
Qualitatif	Consultation sur les enjeux régionaux « Qu'est-ce t'en penses? »	Questionnaire internet
Qualitatif	Impacts sur le réseautage et la dynamique régionale	Questionnaire internet
Quantitatif et qualitatif	Impacts sur le réseautage	Groupe cible

5.3. Préparation :

Depuis la première rencontre en février 2005 jusqu'à la création de l'organisme en janvier 2006, 11 rencontres préparatoires furent organisées. Suite à ces rencontres, l'organisme *Forum social régional 02* fut doté de 6 comités de travail impliquant 30 personnes, dont 11 issues d'organismes régionaux et 19 citoyens (voir organigramme en annexe 3). À partir du 12 avril 2006, les règlements généraux et les travaux de l'organisme furent entérinés par l'assemblée de constitution et jusqu'à l'évènement lui-même, 44 rencontres officielles des comités et 3 assemblées furent organisées. Le FSR02 comptait lors de l'évènement 459 membres – citoyen ou personne morale – ayant à cœur le développement de la région. Cette structure a permis d'entreprendre une mobilisation d'envergure auprès de la population et des organismes régionaux. En date de l'évènement, il y eu donc 2132 courriels envoyés et reçus, 958 contacts par internet et près de 100 contacts entrepris par téléphone, un total de 3800 visiteurs sur le compteur des pages du site Internet et les mobilisations officielles et non officielles à des évènements – assemblées générales, festivals et autres évènements – se chiffrèrent à 35. Sur le plan financier, l'organisme a pu compter sur des apports monétaires et non monétaires de certains partenaires régionaux – Université, Regroupement Action Jeunesse, Diocèse, Table Migractive, Députés, Caisse Populaire, Syndicats et les gouvernements pour ne nommer que ceux-là (voir la liste exhaustive des partenaires en annexe 4). Nous pouvons chiffrer le budget de préparation à 91 811.30\$ dont 37 577.00\$ consacrés en salaire et contrat ainsi qu'en ressources humaines provenant des partenaires (voir bilan financier en annexe 5).

Lors de la préparation, un questionnaire consultatif fut créé et mis en ligne sur le site de l'organisme, portant sur les motivations et les sujets à aborder lors de l'évènement auquel 53 personnes ont répondu. Les réponses ont pu être intégrées à un tableau pour consultation. Bien que ces réponses n'aient pu influencer la programmation de l'évènement, celle-ci étant sous forme d'autoprogrammation, elles ont donné quelques confirmations sur la pertinence de l'évènement ainsi que des sujets d'activités déjà inscrits. À des fins référentielles, les réponses de cette consultation se retrouvent en annexe 6.

5.4. Évènement :

L'évènement du Forum social régional 02 rassembla 1350 participants de tous azimuts en plus des 75 bénévoles et organisateurs durant ses trois jours d'activités. Plus précisément, on pouvait compter 1120 représentants citoyens, dont près de 500 étudiants des niveaux secondaire, collégial et universitaire, 150 représentants de différents organismes, 55 représentants d'entreprises officiellement inscrits, ainsi qu'une vingtaine d'élus régionaux. La participation quotidienne s'estima à environ 700 à 800 le vendredi, 800 à 900 le samedi et 300 à 400 le dimanche. En termes des activités offertes par les citoyens et les corporations participants lors du Forum social, un total de 173 activités – kiosques, ateliers, conférences, table ronde et autres prestations – ont été dénombrées. Voir la liste des activités en annexe 7 ainsi que la liste des organismes, associations, groupes et entreprises inscrits en annexe 8. Afin de mieux comptabiliser les données, nous avons regroupé les activités en six catégories présentées au tableau 2.

Tableau 2 : Catégories et nombre d'activités au FSR02

Catégories	Nombre d'activités
Développement durable – social/santé/bien-être	33
Développement durable – environnement	38
Développement durable – économie/économie sociale	35
Démocratie et place publique	29
Activités culturelles	34
Autres	4

Source : FSR02, 2006

5.5. Conclusions des activités rapportées par les responsables

Sur un total de 173 activités, 129 ont eu un potentiel de conclusions pouvant être rapportées par les responsables – excluant les activités de type « prestation culturelle ». De ce nombre, 27 responsables ont remis le formulaire de conclusion qu'ils reçurent lors de l'inscription, c'est-à-dire 21%. Les conclusions peuvent être consultées en annexe 9. Selon nous, la faible participation à cet exercice est liée à la nouveauté relative de l'évènement et de son processus de rapport d'activité, mais également, il fut dégagé lors du bilan que l'emphase n'avait pas été assez mise sur informer les responsables d'activités de l'importance de ce processus. Malgré cela, la nature des conclusions d'activités amassées nous permet de dégager quelques idées de fond. D'une part, la majorité des activités se rapporte à des solutions ou des constats en lien avec le développement durable ou à des thèmes reliés au développement. D'autre part, l'accès à un espace ouvert pour la discussion et l'échange d'information sur les enjeux régionaux, tel le Forum social, répond à un besoin largement exprimé.

5.6. Questionnaire « Qu'est-ce t'en penses »:

Quant au questionnaire « Qu'est-ce, t'en penses » : les questions ont été élaborées avec une équipe de sept personnes issues de différents milieux – politique, communautaire et citoyen. Les questions étaient en lien avec l'actualité et les enjeux importants de développement dans la région durant la période préparatoire du Forum. Le questionnaire était conçu comme une activité pour laquelle les gens pouvaient se rendre dans un local aménagé d'ordinateurs afin d'y répondre. Suite au Forum, trois semaines furent allouées pour permettre aux gens de répondre en ligne. Un total de 478 personnes a répondu à ce questionnaire et afin de dresser un portrait des répondants, certaines informations telles que l'âge, le sexe et la scolarité ont été demandées (tableau 3). Afin d'assurer la validité des résultats, nous avons vérifié l'« âge » en fonction de la « scolarité ». En effet, la distribution représente un portrait crédible et nous écartons la possibilité de répondants ayant inscrit des réponses au hasard. Bien que le questionnaire ne comportait pas de sections à l'origine, les questions peuvent être divisées en quatre groupes pour mieux présenter les résultats: 1- la vie politique et démocratique; 2- le développement durable et l'environnement; 3- la connaissance et l'engagement de la communauté; et 4- concernant les suites du Forum social. Les réponses sont exposées au tableau 4.

Tableau 3 : Portrait des répondants du Questionnaire « Qu'est-ce t'en penses »

Répondant selon le sexe	Femme	Homme		Total	
	218	260		478	
Répondant selon l'âge	16 et moins	17-35	36-60	61-90	91 et +
	136	190	115	19	18
Répondant selon scolarité	Aucune	Secondaire	Profession	Collégiale	Universitaire
	77	102	22	64	213

Tableau 4 : Résultats du Questionnaire « Qu'est-ce t'en penses »

Questions	D'accord	Pas d'accord
1- L'information diffusée dans les médias régionaux est non partisane et diversifiée.	163	315
1- Il existe une grande solidarité entre les deux sous régions ¹ et entre les diverses municipalités.	122	356
1- Le gouvernement fédéral s'occupe bien d'une région comme la nôtre.	58	420
1- Le gouvernement provincial s'occupe bien d'une région comme la nôtre.	91	387
1- Le citoyen devrait avoir un plus grand pouvoir de décision (ex: référendum).	303	175
2- La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean devrait avoir un plus grand contrôle sur ses ressources naturelles.	343	135
2- La seule façon de relancer notre économie est de se tourner vers le développement durable.	325	153
2- Je suis d'accord avec la proposition de créer une réserve aquatique sur une partie de la rivière Ashuapmushuan.	309	169
2- Un champ de tir de l'Armée canadienne aiderait la région à prospérer au plan économique et social.	114	364
3- Pour faire revenir les jeunes et leurs parents en région, il faut la dynamiser en organisant plus d'activités culturelles.	282	196
3- L'immigration est une solution à notre décroissance démographique au Saguenay-Lac-Saint-Jean.	232	246
3- Il existe une bonne entente et une bonne connaissance mutuelle entre les communautés de la région.	91	387
3- Je suis prêt(e) à investir du temps et de l'énergie pour rendre ma région plus vivante.	328	150
4- Le forum social régional devrait avoir lieu tous les ans.	239	239
4- Le forum social régional devrait avoir lieu tous les deux ans.	245	233

1 : Saguenay et Lac-Saint-Jean

5.7. Questionnaires des impacts sur le réseautage

Dans le but de répondre à l'hypothèse 1 « des impacts de la participation au Forum social sur le réseautage de la société civile », un questionnaire fut élaboré un an après l'évènement. La raison de ce délai est due au fait que les participants devaient avoir un certain répit à la suite de l'évènement pour renforcer leurs contacts, mais également pour permettre le développement à moyen terme d'actions ou d'initiatives issues du Forum social. Également, étant un évènement nouveau, la compréhension de leur participation et des implications que le Forum peut avoir sur le réseautage et le

développement régional doit se faire avec maturité et non de manière précipitée. Pour assurer une certaine neutralité dans la finalité des résultats, ce questionnaire (voir annexe 10), contrairement aux autres questionnaires et consultations, n'a pas été développé conjointement avec la communauté, mais seulement par l'auteur. Le questionnaire a été mis en ligne, durant le mois d'octobre 2007, sur le site Internet du *Forum social régional 02* et deux messages ont été envoyés à toute la liste de contacts de l'organisme. Il y a eu un total de 71 répondants et le portrait des répondants ainsi que les résultats du questionnaire sont présentés aux tableaux 5 et 6.

Tableau 5 : Portrait des répondants du questionnaire des impacts sur le réseautage

Répondant selon le sexe	Femme	Homme		Total	
	45	26		71	
Répondant selon l'âge	24 et moins	25-34	35-44	45-54	55 et +
	21	23	10	12	5
Répondant selon groupe	Citoyen	Organisateur	Élu	Organisme	Autre
	25	14	0	27	5
Municipalité	Lac-St-Jean	Saguenay	Autres	Ville Alma	Ville Saguenay
	32	38	1	16	27

Tableau 6 : Résultats du questionnaire des impacts sur le réseautage

Questions	Résultats				
	2005	Hiver - printemps 2006	Été - automne 2006	2007	Sans réponses
Quand avez-vous entendu parler du FSR02?	15	21	25	5	5
Par qui ou quel(s) moyen(s)?	Ami	Collègue	Comités	Médias	Autre
	23	10	22	8	8
	OUI			NON	
Votre réseau de contacts s'est-il élargi depuis que vous avez participé au FSR02?	40	Pas participé		14	
		17			
Avez-vous entamé de nouveaux projets ou de nouvelles activités découlant de vos rencontres lors du FSR02?	20	Pas participé		34	
		17			
Vous êtes-vous impliqué davantage dans votre milieu suite à votre participation au FSR02?	33	Pas participé		21	
		17			
Percevez-vous l'évènement du FSR02 tenu en septembre 2006 comme une opportunité régionale pour renforcer l'engagement comme citoyen et le développement social?	66			5	
Croyez-vous que le processus du FSR02 est une voie vers une plus grande démocratie participative dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean?	68			3	
Croyez-vous que le processus du FSR02 pourrait s'insérer dans la démarche de planification stratégique régionale élaborée par la CRÉ?	67			4	
Percevez-vous le FSR02 comme un évènement qui a fait la promotion du développement durable dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean?	69			2	
Pensez-vous être présent(e) lors du prochain FSR02 au printemps 2008?	62			9	
Si oui , comment envisagez-vous votre implication?	Présentation d'activité		Bénévole	Participant	
	16		14	32	

Pour ce qui a trait au groupe cible, l'idée originale était d'organiser une rencontre avec les répondants du « questionnaire des impacts sur le réseautage » ayant manifesté leur

intérêt à y prendre part en laissant leurs coordonnées. Dû à la dispersion des répondants sur le plan géographique, les questions destinées au groupe cible ont été envoyées par courriel et une période de sept jours a été laissée pour y répondre. Les questions ont porté spécifiquement sur les contacts établis à savoir le nombre et la nature de ceux-ci ainsi que leur avis sur la pertinence du Forum social comme « instance régionale » et les enjeux régionaux à inclure dans une prochaine édition. Les réponses sont disponibles au tableau 7 et le modèle du questionnaire en annexe 11. Il est à noter que les réponses des différents répondants sont séparées par des points-virgules. Il y a eu treize répondants au total et pour des raisons d'éthiques, l'identité des répondants n'est pas divulguée.

Tableau 7 : Résultats des questions du groupe cible

QUESTIONS	RÉPONSES
À combien estimez-vous les nouveaux contacts que vous avez faits, et que vous avez toujours, lors du FSR02?	Augmentation de mes connaissances; vingtaine; dizaine; vingtaine; douzaine; cinquantaine; cinquantaine; aucun; aucun; observatrice; cinquantaine; deux; quarantaine
Sans trop entrer dans les détails, pourriez-vous me décrire brièvement la nature de ces contacts (ex: ami, implication dans un projet commun, relation d'affaires, bénévolat, etc.)?	Information; lien avec le travail, amicale; bonnes connaissances; organisation du Forum social, amicale; implication sociale et autres contacts; amicale, connaissances et relations utiles à long terme; implication dans différents projets, amicale, employeur; relations d'affaires et implication à des projets communs; amicale et relations d'affaires; implication dans un projet; bénévolat, amicale et contact organisationnel
Croyez-vous que le FSR02 est une plateforme de réseautage à considérer, c'est-à-dire à répéter ultérieurement dans la région, pour rapprocher les différents segments de la population (citoyens, organismes, élus, entreprises, etc.)?	Utile pour l'inter-coopération et trouver des buts communs; meilleure connaissance des organisations de la région aidant au travail et au niveau personnel, questionnement sur le rapprochement avec les élus; définitivement; certainement; très pertinent; à chaque année; à répéter; la pertinence du forum est de le répéter; oui; bonne place pour assurer les liens intergénérationnels et connaître les préoccupations des moins de 35 ans; oui et essentiel pour développer le capital social régional; oui; oui
Croyez-vous que le FSR02 peut servir de base de mobilisation et de discussion pour définir les orientations de la planification stratégique régionale?	Assurément; pas sûr que les élus embarqueraient en plus que la dernière planification stratégique n'a pas encore été présentée; problème de transparence; tout à fait; certainement; oui en développant des partenariats avec les élus et les coalitions existantes; oui; certainement, mais il

	<p>faut se faire écouter par les élus; pourquoi pas; oui, avoir des activités consacrées et acheminer les résultats à la CRE; il faudrait d'abord s'impliquer dans les planifications locales (développement endogène), base de la planification régionale; oui, mais il faudrait des associations avec les instances de développement (CLD, CRE, SADC, RRDS, Vision 2025, etc.); oui en implantant des ateliers axés autour d'une problématique centrale; oui</p>
<p>Quels sont les enjeux régionaux que vous considérez importants et qui pourraient s'insérer dans le prochain FSR02?</p>	<p>Situation socioéconomique et démographique; énergies, ressources naturelles, tourisme, démocratie, identité régionale et le social versus l'économique; environnement, services sociaux, grandes industries, migration, l'économie et la politique, immigration et désengagement de l'État versus la responsabilisation de la société civile; ressources naturelles et énergies diversifiées; la forêt, l'eau et l'éducation; pauvreté en région, femmes, interculturel et alternatives économiques; solidarité d'action, conscience sociale, morale et éco-politico-économique; forêt, énergies alternatives, développement durable, pauvreté et solidarité sociale, éducation, dévitalisation des communautés rurales, agriculture soutenue par la communauté; intergénérationnel, transfert des connaissances, mixité des instances décisionnelles et relève entrepreneuriale; solidarité régionale, cohabitation des communautés, place des jeunes dans les instances politiques et citoyennes, vitalité des milieux, occupation du territoire, développement par la population et non la grande entreprise et il pourrait y avoir plusieurs activités autour d'une même problématique afin de bien cerner les enjeux; environnement et gestion de l'eau; les migrations, le développement économique, l'autre développement, vieillissement de la population, mobilisation citoyenne et sa place dans le système démocratique</p>
<p>Vos commentaires, suggestions ou recommandations quant à votre participation au FSR02:</p>	<p>Hâte au prochain; plus sur la récupération d'ordinateurs et les logiciels libres; désir de participer de nouveau et présenter des activités; monter un panel sur les liens intergénérationnels pour assurer le développement des communautés rurales; organisation d'activités avec la communauté de Mashteuiatsh; journée scolaire très bien, mais revoir l'horaire du samedi matin; qu'il y ait un espace citoyen, avoir les conclusions de toutes les activités</p>

6. DISCUSSION

6.1. Retombées directes:

6.1.1. Médiatiques

Sur le plan médiatique et donc d'un point de vue de la visibilité auprès de la population, 18 communiqués de presse ont été envoyés aux médias régionaux et à la liste de contacts; de plus, un nombre important de parutions dans les médias de la région ont été répertoriées. Le total est de 92 parutions incluant les 3 semaines suivant l'évènement. Ces parutions peuvent être catégorisées par la nature du média. À cet effet, 10 entrevues radio, 38 articles de journaux, 16 apparitions télévisées et 28 parutions Internet ont été recensés (*FSR02, 2006*). Ces résultats démontrent clairement l'intérêt et l'impact de la démarche du Forum social auprès des médias de la région, ayant des retombées sur la diffusion de cet évènement à la population et l'émergence d'une discussion de fond sur les sujets du développement durable abordés lors du Forum social. En tenant compte de la démarche de la Suisse au niveau des principes de démocratie participative, les questions de fond, qui sont sujettes à discussions lors des référendums, sont soumises dans les thèmes traités par les médias. Voyant l'ouverture des médias régionaux à impulser les thèmes du Forum social, n'y a-t-il pas ici un fondement clef de la démocratie participative qui pourrait se développer dans le futur? Les prochaines éditions du Forum social pourront sûrement nous éclairer sur cette question. L'idée demeure qu'une ouverture relative des médias est nécessaire pour entamer les discussions sur les enjeux régionaux et que la porte est ouverte en ce sens.

6.1.2. Organisationnelles

Sur le plan organisationnel, les premières étapes de préparation ont mené plusieurs segments de la population et de la société civile organisée à travailler ensemble et ainsi à former un collectif composé d'organismes et de citoyens. De cette mobilisation initiale, la constitution d'un organisme a permis de légitimer le collectif face aux différentes instances gouvernementales et autres collaborateurs. Dans le but de favoriser la crédibilité de ce collectif dans la région, une collaboration financière de la CRÉ ainsi qu'un appui moral de ses commissions sectorielles ont été établis d'entrée de jeu – initialement, l'idée était d'inclure les instances gouvernementales dès le départ afin qu'elles s'associent au processus. Avec ces appuis officiels, la mobilisation des autres acteurs locaux a été grandement facilitée. Bien que le processus n'ait pas été impulsé par les instances gouvernementales, leur appui est important d'une part pour rendre crédible la démarche auprès de la population et du milieu et d'autre part pour s'insérer, selon une perspective à plus long terme, dans leurs propres processus délibératifs et décisionnels.

Suite à l'incorporation du collectif et de son lien privilégié avec la CRÉ, les étapes de préparation donnèrent lieu à une campagne de soutien et de financement auprès de partenaires importants du milieu comme des regroupements jeunesse, des institutions bancaires, des élus provinciaux et fédéraux, des syndicats, ainsi qu'une multitude d'organismes et institutions académiques. Ici encore, la panoplie d'acteurs collaborant à la démarche a permis d'accroître la légitimité du collectif dans son milieu et face aux instances décisionnelles.

Afin que le débat soit le plus proche possible de la réalité vécue par la population et les acteurs du milieu, une méthodologie d'auto programmation a été élaborée, sans imposer des sujets et thèmes par une instance externe ou un comité consultatif; ceci a permis aux participants de faire ressortir eux-mêmes les enjeux auxquels ils sont confrontés et répondant à leurs besoins. Par cette mesure, nous avons pu observer que les besoins et les préoccupations de la population s'inspirent grandement des principes du développement durable. Par exemple, les sujets d'environnement, d'économie sociale, de santé, de démocratie et de culture émergent en tant que priorités de par leur nombre d'interventions, et plusieurs spécificités ont été identifiées à l'intérieur de ces sujets, comme la prise en charge régionale des ressources naturelles et la valorisation de l'économie sociale. Le nombre d'activités et la nature de celles-ci montrent bien l'intérêt qu'il y a à disséminer l'information et la connaissance sur les sujets du développement durable. Ceci étant dit, plusieurs constatations sont possibles sur les besoins et préoccupations de la population représentant ainsi la première étape de planification territoriale dans une perspective de participation de plus grande envergure (FSR02, 2006).

De plus, sur le plan organisationnel du FSR02, quelques retombées ont été constatées. Premièrement, le comité organisateur, composé de citoyens et organismes issus de plusieurs milieux, a permis de développer une méthode de travail horizontale représentant une innovation pour la gestion des organisations formelles dans la région – autant sur le plan de l'aspect intergénérationnel que sur le mode de prise de décision par consensus. Deuxièmement, la composition d'un nouveau comité de suivi a pu

assurer d'une part la collecte des données propres à l'évènement et d'autre part la mise en place d'une plateforme d'échange permanente donnant lieu à la construction d'un nouveau site Internet. Cette plateforme contribue autant au maintien du réseautage issu du Forum social qu'à la mise en place de nouveaux échanges et partenariats dans la région. Bien que cette plateforme soit encore en développement à l'heure actuelle, elle contribue à souder les contacts du Forum social. Finalement, au-delà des nombreux bénévoles et organisateurs impliqués dans la structure d'organisation, le FSR02 a permis la création de plusieurs emplois et contrats ponctuels. À cet effet, 2 emplois d'été pour étudiant, 6 contractuels et 1 emploi de 7 mois ont été générés. Ces emplois comptabilisent un total de 23 266.00\$ en salaire et contrat pour mettre en place le Forum social – ce montant n'inclut pas les ressources humaines déléguées par les organisations participantes au sein du comité organisateur. Ces chiffres montrent l'ampleur synergétique que le processus du Forum social a pu impulser dans la région autant en lui donnant une crédibilité indéniable que par son apport direct au développement économique.

Dans la perspective d'une deuxième édition du Forum social, ces retombées directes indiquent la pertinence de l'évènement et ont conduit à la reprise des comités de travail depuis octobre 2007. Bien que plusieurs des bénévoles impliqués à la première édition ne soient pas dans l'organisation de la deuxième, de nombreux nouveaux bénévoles gravitent maintenant autour de l'organisation. Cette idée de renouvellement des effectifs est très importante dans un contexte de démocratie participative, laissant au plus grand nombre la chance de s'impliquer et conséquemment influencer les décisions.

6.2. Retombées évènementielles et enjeux traités:

Au niveau de l'évènement proprement dit, la forte participation – près de 1400 participants – en dit long sur l'intérêt populaire à intégrer des espaces de discussions et de concertation reliés aux questions de développement régional, et ce, par un ensemble représentatif de la société civile (voir les catégories de participants à la section 5.4). En plus de permettre l'expression auto gérée des idées et des actions autour d'enjeux préconisés par les présentateurs d'activités (voir annexe 8), l'évènement a engendré une mobilisation de fond de la société civile entamant inévitablement dans le futur un désir et un processus d'intégration de ces segments à la délibération et la prise de décision. En ce qui a trait aux activités présentées (voir annexe 7), les sujets abordés s'orientent en majorité sur les questions de développement en mettant l'emphase sur des alternatives rejoignant les valeurs du développement durable. Ces orientations, exprimées dans les activités présentées, nous montrent assez clairement les préoccupations de la société actuelle, qui vont parfois dans le sens contraire des orientations décisionnelles prises à l'heure actuelle par nos élus. Y aurait-il donc un clivage important entre la volonté populaire et les décisions quotidiennes des paliers gouvernementaux? Relativement à cette question, nous croyons que « oui » et qu'en plus rien n'est tangiblement fait afin de réduire ce clivage.

Au niveau de la consultation effectuée avant l'évènement, ayant regroupé l'opinion de 53 répondants, les motivations et les sujets à aborder (voir annexe 6) reflètent parfaitement les enjeux traités lors de l'évènement. En effet, la question des ressources naturelles, de l'environnement, du développement sociocommunautaire et de la

responsabilité civile ressort particulièrement des réponses de la consultation. Également, les motivations à participer au Forum social se résument majoritairement au partage d'expériences et à l'envie d'intégrer une plateforme de discussion sur les enjeux régionaux. De plus, les conclusions rapportées par les responsables d'activités sont, à titre indicatif, très axées sur le partage de l'information et le désir d'action. Ces conclusions, mises en commun avec ce qui se dégage de la consultation, jettent des bases intéressantes de réflexion sur l'intégration de la société civile aux processus délibératifs et décisionnels.

Bref, la forte participation à l'évènement ainsi que l'intérêt, envers les consultations et les activités, dénotent un contexte favorable – du point de vue populaire – à l'insertion de la société civile à la délibération des enjeux régionaux. D'un autre point de vue, bien que la participation de la CRÉ, entre autres, ait été considérable (économiquement et en organisant une activité), le mutisme des instances décisionnelles à insérer la voix populaire aux processus de planification dénote quant à lui un contexte non favorable d'insertion. Comment faire converger les deux visions? Nous croyons que l'instauration d'espaces délibératifs et inclusifs intégrant les différents acteurs soit une piste de solution. Nous croyons que c'est dans cette direction que les efforts doivent être dirigés.

6.3. Questionnaire « Qu'est-ce t'en penses »

La vaste consultation populaire informatisée, qui a eu lieu dans le cadre du Forum social, a mobilisé 478 personnes qui ont répondu à des questions relatives aux enjeux

de la région, par exemple concernant la neutralité des informations diffusées dans les médias, la gestion des ressources naturelles, les projets de développement d'actualité et autres sujets d'ordre régional. Cette consultation a permis de sonder l'opinion publique sur des enjeux régionaux et dégager des tendances importantes. Nous notons entre autres que la population désire s'approprier le développement et la gestion des ressources naturelles, mais également que la population ressent un délaissement des paliers de gouvernement.

Plus précisément, le questionnaire « Qu'est-ce t'en penses » sur les enjeux régionaux, développé conjointement avec quelques intervenants du milieu, nous mène à plusieurs pistes de réflexion, concernant l'aspect participatif de la démocratie et les visions communes, servant de base à une planification répondant aux attentes populaires. Bien que les questions ne soient pas reliées directement aux lois en cours ou à une stratégie politique, elles répondent à un certain débat déjà entamé sur la place publique. C'est entre autres le cas du contrôle des ressources naturelles où près des trois quarts des répondants optent pour une prise en charge régionale et où les élus se sont déjà prononcés en faveur sur cette question. Plus précisément, prenons l'exemple du débat sur la rivière Ashuapmushuan qui perdure depuis plus de 25 ans dans la région et qui a suscité plus d'une consultation publique et plusieurs débats médiatiques – l'idée ici n'est pas de prendre position sur la question, mais de comprendre le processus. Historiquement, la vision populaire penche vers une protection de la rivière et notre consultation fait ressortir ce même constat. Par contre, le débat se retrouve encore sur la place publique – avant et après le Forum – et les intervenants économiques et les

acteurs décisionnels ne semblent pas prendre en considération la voix populaire bien qu'il y ait un moratoire sur la question. Est-ce la non-légitimité de la voix populaire ou plutôt l'acharnement des acteurs politiques et économiques qui font ressortir le débat année après année? Selon nous, il devrait y avoir, sur cette question, un plébiscite qui puisse trancher une fois pour toutes cette question et que l'aménagement du territoire se fasse en conséquence – développement hydroélectrique ou protection – selon les résultats. Dans le même ordre d'idée, à la question « est-ce que le citoyen devrait avoir un plus grand pouvoir de décision? », près des deux tiers répondent que oui. Cela nous mènera-t-il vers un changement de culture politique où le citoyen aura une plus grande place dans les décisions publiques, tel qu'énoncé dans le premier chapitre de ce présent mémoire? Il semble que oui, mais pas à n'importe quelles conditions. Le citoyen doit d'abord être bien informé des points de vue sur un enjeu donné. Cependant, il apparaît dans les réponses de la question sur la partialité des médias que les deux tiers des répondants ne sont pas d'accord avec l'impartialité sur les sujets traités. Est-il donc vrai de dire qu'au-delà d'une volonté populaire à s'insérer dans les processus délibératifs et décisionnels ainsi que des orientations populaires clairement établies, la structure informationnelle n'est pas prête à encadrer le débat de façon impartiale ni la structure politique à laisser la place à une plus grande démocratie participative? Nous tenterons de répondre à cette question en conclusion en appuyant sur des recommandations et en prenant en considération les autres éléments d'analyse.

Dans le même sens, la section des questions sur la connaissance et l'engagement de la communauté nous démontre, d'une part, que les répondants sont prêts à s'investir

d'avantage dans leur milieu et, d'autre part, que la connaissance mutuelle des communautés intrarégionale est très faible. La question ne serait-elle pas plutôt : comment se doter d'orientations communes en ne sachant pas qui est la communauté voisine et ce qu'elle pense d'un enjeu particulier touchant l'ensemble de la population? Donc, au-delà de prendre position sur un enjeu et de faire évoluer le débat sur la place publique, faudrait-il mettre l'emphase sur le « qui nous sommes? » – à la base du processus de planification stratégique pour l'identification des besoins et conséquemment de la vision commune.

Ce genre de consultation, même si non légitime face aux instances décisionnelles, nous donne malgré tout un portrait relativement réel des orientations voulues par la population, représentée par les répondants, face à une intégration de la voie populaire aux débats et aux décisions. L'instauration d'un système référendaire régional semble être un désir des répondants, autant sur la prise de position des enjeux régionaux que sur la prise de décision. Il y a donc ici une confirmation de ce que la littérature fait ressortir quant aux citoyens qui se sentent de plus en plus interpellés par les enjeux ainsi que du désir de la société civile de prendre part aux décisions et d'en connaître les résultats.

6.4. Questionnaires des impacts sur le réseautage

L'analyse des données amassées par le questionnaire est faite sous trois angles; 1- le profil des répondants; 2- les actions des répondants en lien avec le Forum social et le

réseautage effectué; et 3- la perception des répondants sur le Forum social et sur sa position comme acteur du développement régional.

6.4.1. Le profil des répondants

D'un premier abord, le profil des répondants nous donne plusieurs informations sur la relation des liens effectués durant le Forum social. Premièrement, les tranches d'âge représentées par les répondants montrent une forte tendance des jeunes de moins de 35 ans qui ont répondu aux questionnaires, ce qui représente 62% des répondants. Ce fort taux de participation des jeunes ouvre la porte au débat sur la représentation du peu d'intérêt et d'implication des jeunes dans les processus délibératifs (un sentiment souvent entendu dans les médias et dans le discours des décideurs). Il est donc clair qu'au-delà de la forte participation des jeunes lors de l'évènement et considérant cette forte participation au questionnaire, un intérêt à s'impliquer dans les processus délibératifs semble évident. Ceci vient appuyer l'idée de base que la société civile est de plus en plus préoccupée par les enjeux et veut s'insérer d'une certaine manière dans les processus délibératifs.

Deuxièmement, on constate un fort déséquilibre entre la participation des femmes et des hommes à répondre au questionnaire – 63% des répondants sont des femmes. Ceci vient confirmer le constat déjà établi où la tendance veut que les femmes soient plus impliquées dans leur milieu et qu'elles aient une plus grande sensibilité au sort de leur communauté. De plus, les groupes que représentent les répondants abondent dans ce sens. En effet, les représentants d'organismes ayant répondu au questionnaire comptent

pour 38% sachant que la plupart des postes dans ce domaine sont occupés par des femmes. Même constat que pour les répondants civils. Quant à la représentation des élus, qui est nulle, elle peut s'expliquer par un problème de communication – mauvaise transmission de l'information aux représentants élus – ou simplement par un désintéressement de ceux-ci, ce qui n'est pas une réponse envisagée par l'auteur. Pour ce qui est des organisateurs, une forte participation au questionnaire est remarquée, s'expliquant d'une part au sentiment d'appartenance développé dans la démarche organisationnelle et d'autre part à la proximité du chercheur. Il est à noter que la majorité des répondants du groupe des organisateurs sont des femmes bien que les comités se composaient d'une quasi-parité entre les deux sexes. Au niveau du groupe cible, les femmes représentaient les trois quarts des répondants. Que cela veut-il dire? Les hommes sont-ils trop occupés à penser aux questions économiques et décisionnelles tandis que les femmes (arrivées relativement depuis peu de temps dans l'arène économique et politique) en sont encore à organiser la base de la société et les réseaux qui la constituent. Ce peut être une analyse futile pour certains, mais très importante dans le cadre de cette recherche visant à quantifier et qualifier le réseautage. Cela dit, la représentation féminine est d'une importance majeure à l'établissement de réseaux dans la société civile et donc dans le cas à l'étude au sein du Forum social.

Finalement, la provenance des répondants est également importante pour qualifier la représentation géographique et ainsi donner du poids à ce questionnaire. En effet, nous constatons qu'il existe un équilibre entre les représentants des deux sous-régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 54% provenant du Saguenay et 45% provenant du Lac-

Saint-Jean. La représentation urbaine versus rurale est également intéressante répondant aux statistiques de façon assez précise. Nous pouvons donc conclure que les répondants, en majorité des femmes, représentent assez bien la société civile organisée (secteur public et sociocommunautaire) et plus précisément les participants au Forum social.

6.4.2. Les contacts et actions relatifs au réseautage

Dans un premier temps, le moyen par lequel ainsi que la période pendant laquelle les répondants ont été en contact avec le Forum social sont importants pour qualifier le réseautage. Pour ce qui est de la période de mise en contact, 64% des répondants affirment avoir été en contact pour la première fois avec le Forum social durant la période active d'organisation ainsi que lors de l'évènement, soit en 2006. Ceci correspond à la période durant laquelle le comité organisateur a effectué la plus grande partie de sa mobilisation, autant pour recruter des organisateurs que pour la participation à l'évènement. En ce qui concerne les moyens par lesquels les répondants ont été mobilisés, 30% affirment avoir été informés par un ami et 32% par le comité organisateur tandis que 14% d'entre eux affirment l'avoir été par un collègue. Quant à eux, les médias comptent pour 11% et une balance de 8% est indéterminée. Nous pouvons dénoter par ces résultats que le réseautage s'est fait par un ensemble de processus, avec une variabilité temporelle, qui caractérise la mobilisation autour du Forum social et donc potentiellement ceux qui caractérisent le réseautage traditionnel de la société civile. Bref, le bouche à oreille, qui constitue 77% des contacts dans le cas à l'étude, nous semble un moyen très utilisé et efficace de réseautage.

Dans un deuxième temps, les contacts issus de la participation à l'évènement sont importants pour quantifier le réseautage. Bien que 17 répondants affirment ne pas avoir participé à l'évènement, 74% de ceux ayant participé affirment que leur réseau de contacts s'est élargi, 37% d'entre eux affirment avoir commencé à s'impliquer dans de nouveaux projets ou activités et 61% des répondants estiment dorénavant s'impliquer davantage dans leur milieu. Ces résultats démontrent une forte influence du Forum social sur le réseautage et l'implication des répondants suite à leur participation. Les résultats du groupe cible sont d'autant plus intéressants en approfondissant sur le nombre des contacts et leur nature. En effet, sur les treize répondants, six ont estimé avoir fait de 20 à 50 contacts toujours actifs, trois l'estiment à moins d'une douzaine tandis que deux répondants estiment ne pas avoir fait de contact. Quant à la nature de ces contacts, il est pertinent de constater que la plupart de ceux-ci sont en lien au travail, à l'implication dans de nouveaux projets ou à caractère amical. L'interprétation de ces résultats nous porte à conclure que le Forum social a effectivement un impact positif sur le réseautage de la société civile et que la nature des contacts a un impact sur l'émergence de projets et d'initiatives régionales. Cela nous donne donc une piste de réponse quant à la validation de notre première hypothèse sur le réseautage de la société civile.

6.4.3. La perception du Forum social

En tenant compte des réponses aux questions relatives à la perception du Forum social, tant celles du questionnaire que celles du groupe cible, nous pouvons dégager une tendance favorable au maintien d'un tel évènement dans la région. En effet, à toutes les

questions, les répondants ont affirmé massivement la pertinence du Forum social ainsi que son apport dans le développement des idées relatives à la démocratie participative et au développement durable. De plus, 87% des répondants ont manifesté l'intérêt de participer à la prochaine édition, et ce, de différentes façons. Il y a donc un engouement à développer le Forum social comme une instance régionale qui favorise le réseautage et la discussion sur les enjeux régionaux dans un cadre de développement durable « participatif ».

Quant aux résultats du groupe cible, nous pouvons aller plus loin dans la réflexion en interprétant les réponses des répondants de manière plutôt qualitative. Premièrement, à la question sur la pertinence de répéter l'évènement, les répondants affirment que leur connaissance générale des acteurs de la région a augmenté, que c'est une bonne place pour assurer les liens intergénérationnels et qu'il est essentiel pour développer le capital social régional. Par contre, un des répondants se questionne sur le rapprochement avec les élus, qui n'a pas été très significatif. En effet, la participation des élus a été très limitée avec seulement une activité de la CRÉ, regroupant environ 20 élus, et un député ayant participé aux activités du samedi.

Deuxièmement, en ce qui a trait à la définition des orientations de la planification régionale, les résultats sont mitigés et rejoignent la préoccupation de la question précédente sur le rapprochement avec les élus. Bien que la majorité soit en accord avec la question, plusieurs formulent leurs incertitudes face à l'ouverture des élus d'inclure les conclusions du Forum social dans la planification stratégique. Quelques répondants

proposent même des moyens pour favoriser l'intégration du Forum social aux exercices de planification, par exemple, organiser des activités consacrées à la délibération, s'impliquer dans les processus de planification locale et faire des associations avec les instances de développement telles les CLD, SADC et autres acteurs régionaux.

Finalement, les répondants se sont prononcés sur les enjeux qu'ils considèrent important de discuter lors d'un prochain évènement. Les réponses sont très diverses et représentent en général les résultats de la consultation sur les motivations et sujets à aborder ainsi que les activités présentées lors du Forum social. Par contre, des enjeux émergent en lien avec l'actualité régionale comme entre autres, la santé et les services sociaux, l'éducation, la pauvreté en région, les migrations et la vitalité des milieux ruraux. Ceci informe d'une réalité intéressante et en lien avec le concept de planification stratégique. En effet, le processus d'évaluation et de suivi de la planification demande de revoir constamment les besoins de la population afin d'ajuster les actions en conséquence. Donc, selon l'intervalle entre les évènements du Forum social, il peut y avoir une réévaluation des réalités populaires et ainsi réajuster les actions sur le terrain. Il semble y avoir une confirmation, à travers les analyses précédentes, de la pertinence du Forum social, comme base de mobilisation de la société civile, pour arriver à une définition des orientations de développement lors de la planification stratégique et de son intégration aux processus de suivi et d'évaluation.

6.5. La recherche-action

En ce qui concerne l'apport méthodologique de la recherche-action, un questionnement sur l'implication du chercheur est de mise quant à son impact sur le processus étudié. En effet, les influences du chercheur sur la légitimité du processus face aux instances décisionnelles et à la population ainsi que la production de la connaissance en concomitance avec la communauté sont des questions soulevées par l'auteur et font l'objet d'une analyse suite à l'obtention des résultats précédemment présentés.

Nous pouvons d'abord constater l'implication importante du chercheur dans ce processus mobilisateur vers un changement social – base du concept de la recherche-action. Tout long de son implication, l'auteur a pu miser sur une disponibilité afin de faire avancer les différents dossiers relatifs à l'organisation de l'évènement. Également, il a apporté une expertise importante – développement régional et processus de planification – en intégrant des concepts académiques et scientifiques et en les adaptant aux réalités du terrain ainsi que par l'apport des connaissances produites conjointement avec la communauté. Ces deux apports substantiels ont permis la construction concomitante des connaissances théoriques s'appliquant au cas à l'étude en ayant des actions pratiques dans la communauté. La dynamique de recherche étant profondément modifiée par cet aspect coévolutif, dans le sens que l'étude traditionnelle et objective d'un cas ne permet pas l'échange entre le chercheur et la communauté, il apparait que les résultats atteints touchent et transforment considérablement la communauté. Donc, autant d'un point de vue académique que social, la dynamique de recherche-action permet l'atteinte d'objectifs scientifiques (revue de la littérature, hypothèses et

méthodologie) et d'organisation de la société (mobilisation, cueillettes de données et résultats). L'important est de rester fidèle à la réalité qui se passe sur le terrain et d'en rapporter les événements d'une manière à respecter le contexte de l'expérience (*Deschamps, 1993*). Dans le cas à l'étude, les nombreux Procès-verbaux, les sorties médiatiques, les conclusions de l'évènement et le journal de bord du chercheur correspondent sans équivoque à la réalité du terrain et sont donc techniquement vérifiables.

Bien que la méthodologie de recherche-action s'oriente davantage sur l'implication du chercheur dans la communauté et conséquemment l'influence de celle-ci sur son processus de recherche, il doit faire en sorte qu'un certain cadre théorique soit respecté pour ne pas perdre de vue la dimension scientifique de son étude. À cet effet, tout au long de l'étude de cas, l'auteur a suivi son cadre théorique initial basé sur les deux hypothèses énoncées. Par contre, l'échéancier initial a été souvent la cible de modifications afin d'adapter le contexte social de l'étude et les apports de la communauté ont influencé la nature de certaines données. Comme le fait remarquer Deschamps, il faut respecter le temps d'évolution de l'action (*Deschamps, 1993*), et par conséquent, ajuster le temps de rétroaction. Est-ce que toutes ces considérations peuvent rendre caduque la dimension scientifique de la recherche? À notre avis, la réponse est : non. En ce sens, lorsqu'un chercheur traditionnel choisit son sujet, ses outils de mesures et ses techniques d'analyse, il se met dans une même position de subjectivité. La différence ici est que l'influence de choisir une méthode de mesure au lieu d'une autre vient entre autres de la communauté en lien avec sa capacité

d'autoévaluation. De plus, le chercheur a su suspendre son jugement en se retirant du processus. Ceci lui a permis d'une part de prendre du recul sur ce qui venait de se passer et d'autre part laisser aux acteurs locaux l'initiative de reprendre le processus en main.

Finalement, nous pouvons affirmer que la seconde hypothèse est vérifiée puisque le rôle traditionnel du chercheur est profondément repensé en insistant sur la concomitance de l'évolution de la méthodologie – tout en gardant sa légitimité scientifique – ainsi que l'incitation de la société civile au changement social qui prévaut dans l'analyse des données récoltées. Il nous semble clair que l'implication du chercheur a été positive dans la transformation sociale qu'est le réseautage de la société civile par la participation au Forum social et les bases de la délibération effectuée sur les enjeux régionaux.

7. CONCLUSION

Selon les principes de planification stratégique, il est important de construire une vision collective pour se doter d'orientations de développement cohérent et mobilisateur. Cette vision doit être élaborée ensemble, avec tous les segments de la population. Donc, une redéfinition de la démocratie traditionnelle est nécessaire afin d'y parvenir puisque le contexte actuel favorise souvent la prise de décision à huit clos. L'exercice du Forum social n'a pas permis de dégager cette vision commune puisque l'objectif premier était plutôt axé sur la mobilisation des citoyens à la délibération des enjeux de développement les concernant ainsi que de favoriser le réseautage de la société civile. Nous constatons donc que cette expérience permet de mobiliser la population et les acteurs du développement autour d'une même plateforme et ainsi alimenter le débat sur les enjeux régionaux ce qui informe de la prochaine étape concernant l'élaboration de la vision sociale collective. Ce réseautage du milieu est primordial et permet d'engendrer des liens pouvant répondre à certaines lacunes actuelles en matière de concertation et de délibération. L'analyse des données nous démontre clairement que le réseautage a été stimulé et que l'intérêt des participants à prendre part à la délibération sur les enjeux de développement est bien présent. Afin d'encadrer plus spécifiquement l'atteinte de la vision, il serait pertinent d'inclure, lors d'une prochaine édition du Forum social, des activités consacrées à la délibération et à la planification. Ces activités devraient tout de même être en lien avec la démarche de planification stratégique de la CRÉ assurant une cohérence au processus.

Dans le cas à l'étude, le diagnostic régional n'a pu être établi dans son ensemble bien que des éléments pouvant servir aux élus et autres acteurs du développement pour orienter la planification des actions aient été discutés. Est-ce que la légitimité du Forum suffira pour influencer les décisions dans le futur? Jusqu'à présent il est difficile d'y répondre puisque les processus de planification sont longs et complexes sans que les initiatives populaires y soient nécessairement apparentes. Nous constatons cependant, qu'avec ce Forum social, une piste de solution à l'implication citoyenne par l'entremise du réseautage et de la stimulation démocratique a été entamée. Une graine a été semée et la communauté semble vouloir cultiver un contexte favorable pour éventuellement en récolter les fruits. En effet, avec la reprise des activités du collectif de travail du Forum social – non menée par le chercheur – de nouveaux participants mettent la main à la pâte et le processus du Forum social devient tranquillement une démarche continue. De plus, avec les réponses aux multiples questionnaires et consultations de cette étude, nous pouvons constater que le désir des répondants est de continuer le processus et le faire avancer vers de nouveaux horizons. Peut-être une forme de contestation de la légitimité des intérêts qui guident les pouvoirs en place comme c'est le cas des Forums sociaux mondiaux ou plutôt une intégration de la voix de la société civile aux processus de planification stratégique.

Allons-nous vers une prospective territoriale, c'est-à-dire un processus plus inclusif et continu? Ou est-ce plutôt une illusion? Certes, il y a tout de même un besoin d'autres outils que les commissions sectorielles et les forums sociaux pour répondre à cette demande de la société civile. Entre autres, un observatoire régional pourrait permettre

un suivi plus prospectif et l'atteinte d'une vision collective plus représentative, complétant ainsi le travail des médias sur l'information des enjeux régionaux et les activités ponctuelles de planification. Afin de créer un tel outil de suivi à la démarche de planification stratégique territoriale, nous aurions besoin d'avoir une mobilisation et une intégration populaire plus importante. Le Forum n'est peut-être pas la seule solution, mais il apporte sans aucun doute une synergie et contribue à l'organisation de la société civile qui pourra en temps opportun faire entendre sa voix dans le processus de concertation et conséquemment faire partie d'une démarche cohérente de démocratie participative et de planification stratégique.

Nécessairement, la planification stratégique territoriale intégrant le développement durable participatif fait appel à la mobilisation des acteurs et des différents segments de la population, à l'évolution de l'information, des besoins et des valeurs. La démocratie participative semble donc combler certaines lacunes de la démocratie représentative afin de diriger le processus de développement pour le bien commun. Mais sommes-nous rendus à cette étape? La société civile doit-elle attendre que les instances gouvernementales créent les conditions de concertation et d'inclusion ou doit-elle s'organiser et faire valoir sa voix au sein du processus de planification stratégique ? Nous sommes plutôt de ce dernier avis, mais c'est aux acteurs et citoyens de se prononcer.

8. BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

Allie, L. et Bryant, C.R. (2001), «Networks as a tool in the construction of sustainability,» pp. 11-20 dans K. Kim, I. Bowler et C.R. Bryant (dir.), *Developing sustainable rural systems* (Actes du colloque, Commission de l'UGI sur le Développement durable et les systèmes ruraux). Pusan, Corée: Pusan National University Press.

Blais, P. et Caron, A. (2007), *Agenda 21 local, schéma d'aménagement et de développement et plan d'urbanisme : trois outils d'une même démarche?*, MAMR, 38 p.

Borda, O. (1985), *Knowledge and people's power*. Indian Social Institute, New-Delhi, pp. 1-11 et 85-97.

Borda, O. (1991), *Action and knowledge, breaking the monopoly with Participatory Action Research*. Apex Press, New-York, pp. 2-35.

Bryant, C.R. (2005), « Démocratie représentative et démocratie participative : des défis à l'aménagement et à la planification du développement des territoires posés par le développement durable, » communication invitée au 73^{ième} Congrès de l'ACFAS, Colloque sur *L'aménagement et le développement durable*, le 9 mai, 2005, Chicoutimi, Québec.

Bryant, C.R. (1999a), «Community change in context,» pp. 69-89 dans A. Dale et J. Pierce (dir.), *Sustainable Development Series. Volume 2. Community Perspectives on Sustainable Development*, Vancouver : Sustainable Development Research Institute, University of British Columbia.

Bryant, C.R. (1999b), « Community-based strategic planning, mobilisation and action at the edge of the urban field : the case of Haliburton County, » pp. 211-222 dans I. Bowler, C.R. Bryant et A. Firmino (dir.), *Progress in Research on Sustainable Rural Systems*, Lisbonne, Portugal, Universidade Nova de Lisboa, Centro de Estudos de Geografia e Planeamento Regional, Série Estudos, No. 2, 1999.

Bryant, C.R. (1995a), «Strategic management and planning for local and community economic development: II The Community.» *Sustainable community analysis workbook 3*, 1995, 56pp. St. Eugène, Ontario, Econotrends Ltd.

Bryant, C.R. (1995b), «Mobilizing and planning the community's strategic orientations: Basic tips.» *Sustainable community analysis workbook 4*, 1995, 52pp. St. Eugène, Ontario, Econotrends Ltd.

Bryant, C.R., Allie, L., Desroches, S., Buffat, K. et Granjon, D. (2001), «Linking community to the external environment: the role and effectiveness of local actors and their networks in shaping sustainable community development,» pp. 57-67 dans J.T. Pierce, S.D. Prager et R.A. Smith (dir.), *Reshaping of rural ecologies, economies and communities* (Actes du colloque, Commission de l'UGI sur le Développement durable et les systèmes ruraux). Burnaby, C.-B.: Simon Fraser University, Department of Geography.

Bruntland, H. (1987), *Notre avenir à tous*. Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU.

Bourdon, M.-C. (2006), *La société civile dans l'espace mondial*, Journal *L'UQAM*, vol. XXXIII, no. 6

Byrd, S. (2005), *The Porto Alegre Consensus: Theorizing the forum movement*, *Globalizations*, Volume 2, Issue 1, pp. 151 - 163

Caron, A. et Martel, R. (2005), *Aménagement et développement du territoire : La vision stratégique du développement culturel, économique, environnemental et social*, MAMR, 38 p.

Denzin, N. et Lincoln, Y. (2000), *Handbook of qualitative research*. Sage Publication, California, 264 p..

Deschamps, C. (1993), *l'approche phénoménologique en recherche : comprendre en retournant au vécu de l'expérience humaine*, Montréal, Guérin universitaire, 111 p.

Doyon, M., Frej, S., Granjon, D. et Bryant, C.R. (2005), « Le développement du tourisme et des activités récréotouristiques en milieu rural : la différenciation des trajectoires territoriales de milieux ruraux en fonction de la nature des processus de planification et de gestion du développement, » pp. 177-188 dans B. Jean et D. Lafontaine (dir.), *Territoires et fonctions, Tome 2 : Des pratiques aux paradigmes : Les systèmes régionaux et les dynamiques d'innovation en débats*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski.

Greenwood, D. J. et Levin, M. (1998), *Introduction to action research, social research for social change*, London: Sage

Keraghel, C. et Sen, J. (2004), *Explorations in open space. The World Social Forum and cultures of politics*, International Social Science Journal 56 (182), pp. 483-493

Kobayashi, A. (2001), *Negotiating the personal and the political in critical qualitative research*. Dans M. Limb et C. Dwyer (dir.), *Qualitative Methodologies for Geographers: Issues and Debates*, pp. 55-72. London et New-York: Arnold and Oxford University Press.

- Lahaye N. (1999) *Gouvernance territoriale et espaces d'intérêt public : l'enjeu d'un développement durable territorial*. Communication à l'école chercheur Économie Spatiale et Régionale, décembre 1999, Le Croisic, 24 p.
- Lavoie, L., Marquis, D. et Laurin, P. (1996), *La recherche-action : théorie et pratique, manuel auto formation*, Presses de l'Université du Québec, 229 p.
- Lewin, K. (1948), *Action research and minority problems* (1946), dans G. Weiss Lewin edition, *Resolving social conflicts: select papers on a group dynamics*, New York, Evanston, Harper and Row, pp. 210-216.
- Liu, M. (1992), *Présentation de la recherche-action: définition, déroulement et résultats*, Revue international de systémique, Montrouge Cedex, 6, 4, pp. 293-311.
- Paquet, G. (2004), *Pathologies de gouvernance*, Montréal, Liber
- Paquet, G. (2005), *Gouvernance : une invitation à la subversion*, Montréal, Liber
- Parson, E. A., P. M. Haas, and M. A. Levy. (1992), *A summary of major documents signed at the earth summit and the global forum*. Environment 34 (4): 12-15, 34-36.
- Pont, R. (2003), *Democracia, igualdad e qualidade de vida : A experiencia de Porto Alegre*. Porto Alegre, VERAZ, 70 p.
- Proulx, M-U. (2007), *Vision 2025: Le Saguenay-Lac-Saint-Jean face à son avenir*. Saguenay, Collection Science régionale, Presse de l'Université du Québec, 264 p.
- Pütz, M. (2005), *Regional governance and the Role of Power in Strategic Spatial Policy Making*, prepared for the Regional Studies Association International Conference, Aalborg, 11 p.

Quesnel, L., (1999), *La démocratie urbaine dans les métropoles canadiennes*. Dans Gabriel, O.W. et V. Hoffmann-Martinot. "Démocraties urbaines. L'état de la démocratie dans les grandes de 12 pays industrialisés". Paris : L'Harmattan, pp.291-348

Rada Donath, A. (2003), *Du développement à la renaissance des régions*, Chicoutimi, Édition JCL, 395 p.

Rada Donath, A. (2004), *Le proche avenir de la société civile au Saguenay Lac Saint-Jean*, Revue Organisations & Territoires, 13, no 2, printemps été, p. 71-76.

Smith, J. (2004), *The World Social Forum and the challenges of global democracy* *Global Networks*, 4 (4), pp. 413–421

Site Internet :

L'encyclopédie de l'Agora (2008), site internet consulté le 20 février 2008.

(http://agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/Societe_civile)

Atlas Saguenay-Lac-Saint-Jean (2007), site internet consulté le 22 octobre 2007.

(<http://atlas.uqac.ca/saguenay-lac-saint-jean/Atlas.html>)

Direct Democracy (2006), *Research Center on Direct Democracy*, site internet consulté le 16 novembre 2006. (<http://c2d.unige.ch/?lang=fr>)

FSM (2007), site internet consulté le 2 décembre 2007.

(http://www.forumsocialmundial.org.br/quadro_frc.php?cd_forum=11)

FSR02 (2006), site internet consulté le 17 novembre 2006.

(<http://www.forumsocial02.org>)

ISQ, Institut de la Statistique du Québec (2007), site internet consulté le 22 mars 2007.
(<http://www.stat.gouv.qc.ca>)

MAMR, Ministère des Affaires municipales et des Régions (2003), site consulté le 16 février 2008.
(http://www.mamr.gouv.qc.ca/publications/obse_muni/vieillissement_pop_qc.pdf)

MAMR, Ministère des Affaires municipales et des Régions (2006), site consulté le 16 février 2008.
(http://www.mamr.gouv.qc.ca/publications/regions/ruralite/ruralite_politique.pdf)

MAMR, Ministère des Affaires municipales et des Régions (2004), site consulté le 18 février 2008.
(http://www.mamr.gouv.qc.ca/publications/obse_muni/eff_vieil_rapport.pdf)

Lamoureux, D. (2004), D'abord Solidaire, site internet consulté le 7 octobre 2007.
(http://www.dabordsolidaires.ca/article.php3?id_article=157)

Portail gouvernemental (2007), site internet consulté le 5 octobre 2007.
(http://www.saguenaylacsaintjean.gouv.qc.ca/portrait_regional/Bref/)

Ressources naturelles Canada (2002), site consulté le 8 novembre 2007.
(http://www.transatfrance.fr/rio/ocean/photos/CNV001-gen/w1024/Quebec/Carte_Quebec.jpg)

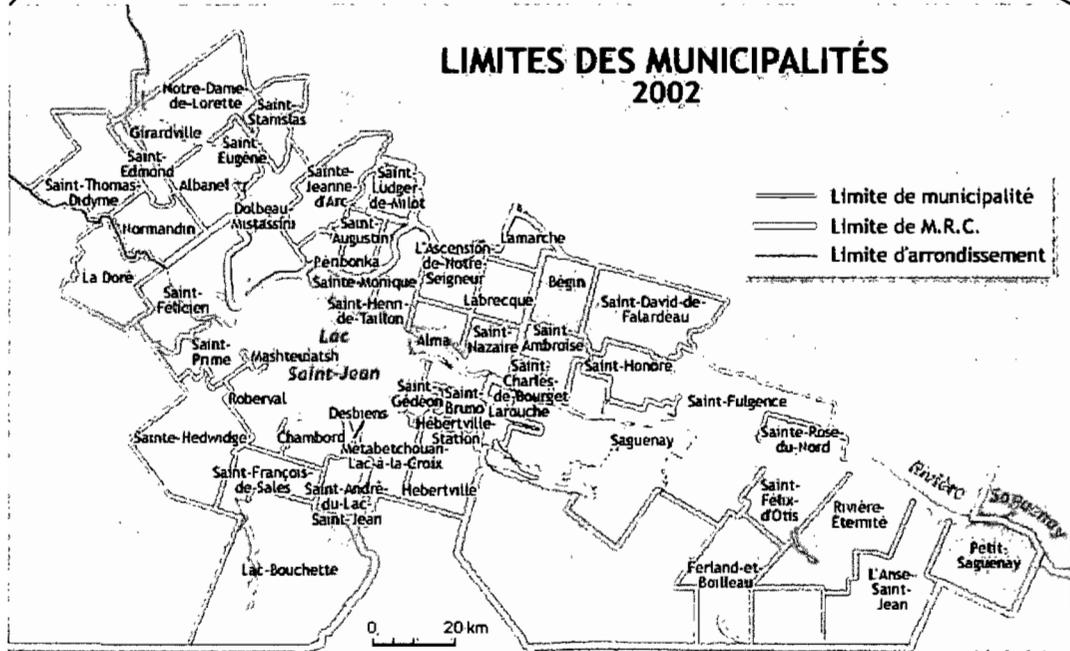
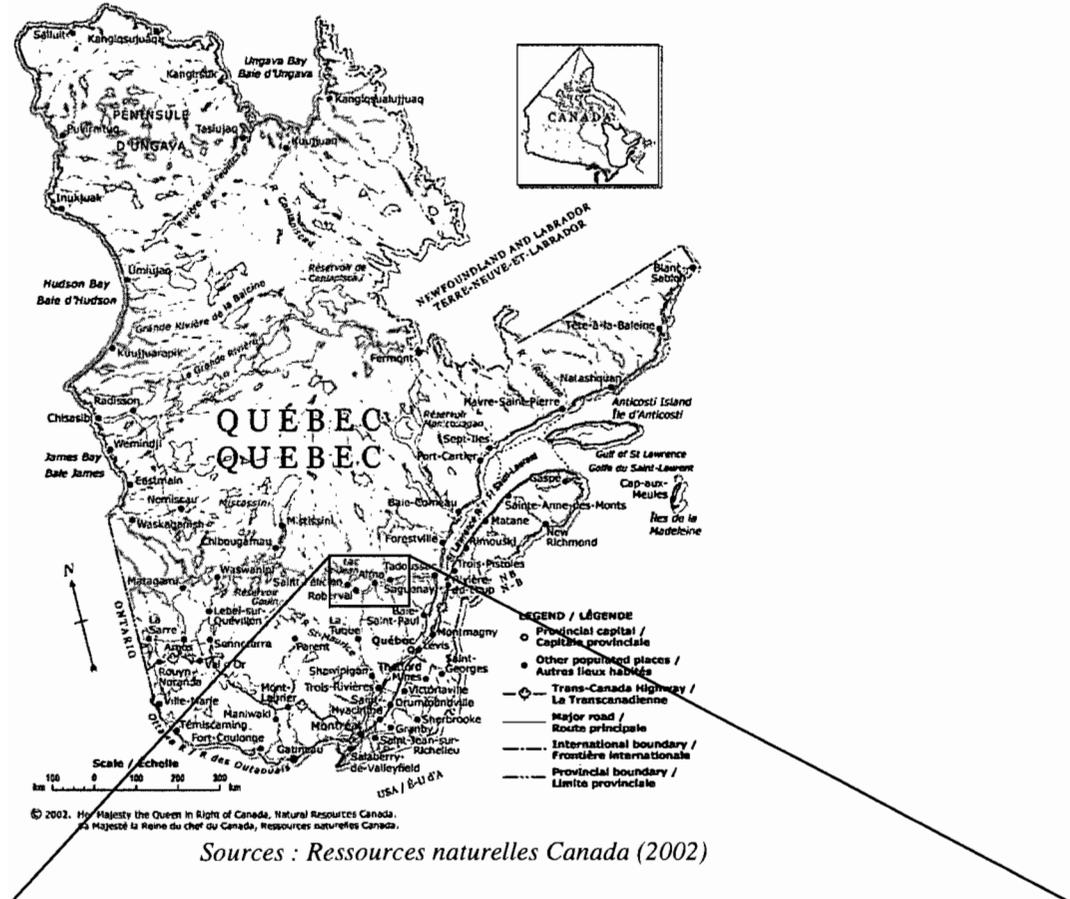
Service canadien du renseignement de sécurité (2004), site internet consulté le 22 février 2008.
(<http://www.csis-scrs.gc.ca/fr/newsroom/backgrounders/backgrounder12.asp>)

Statistique Canada, site consulté le 18 février 2008. (<http://www.statcan.ca/>)

ANNEXES

ANNEXE 1:

Cartes de localisation du Saguenay-Lac-Saint-Jean :



Sources : Atlas Saguenay-Lac-Saint-Jean (2007)

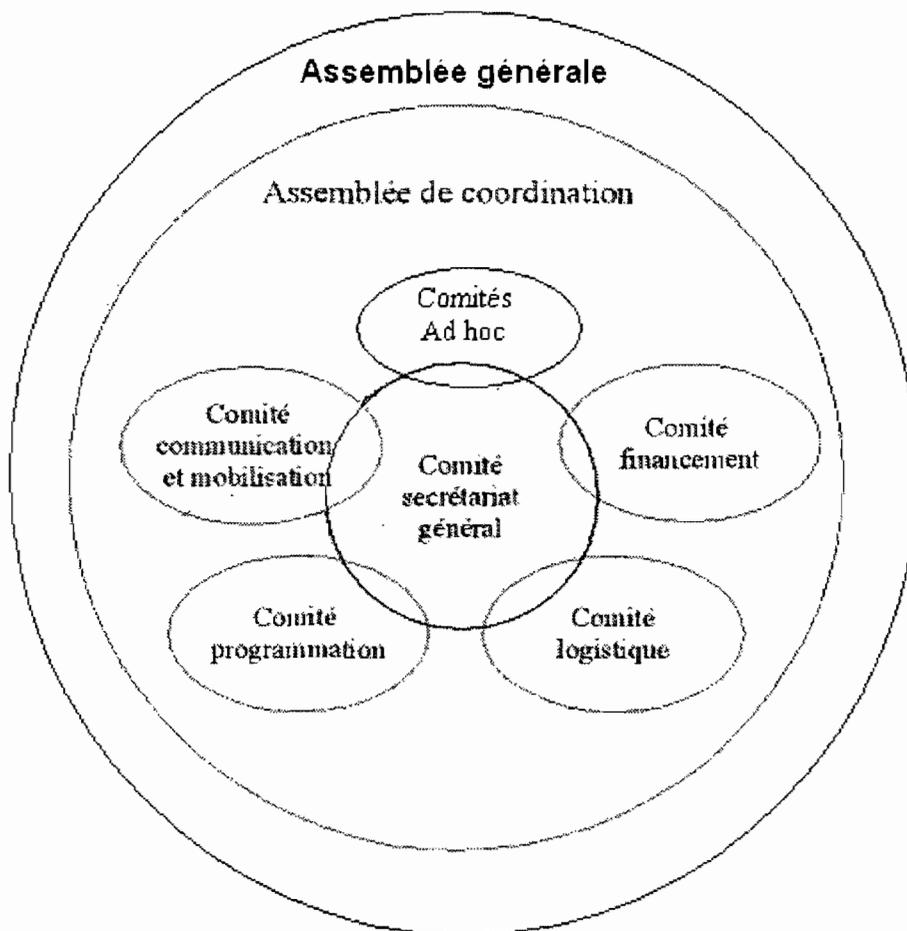
ANNEXE 2:

Carnet de bord abrégé:

- Mars 2005 à août 2005: Réflexion sur la tenue d'un Forum social dans la région.
- Avril 2005 : Proposition de sujet de maîtrise sur le Forum social.
- Septembre à novembre 2005 : Définition des hypothèses de recherche.
- Automne 2005: Début d'une mobilisation régionale pour constituer un comité initiateur.
- 20 janvier 2006 : Incorporation de l'organisme auprès du Registraire des entreprises.
- 17 février 2006: Constitution d'un comité organisateur et réflexion sur la structure organisationnelle du Forum social régional 02.
- 4 avril 2006: Assemblée constituante de l'organisme Forum social régional 02 et lancement des comités de travail.
- Mai 2006 à septembre 2006: Organisation et mobilisation en vue du Forum social.
- Août 2006 : Consultation Internet sur les motivations et les sujets du Forum social.
- 22, 23 et 24 septembre 2006: Forum social à Métabetchouan-Lac-à-la-Croix.
- Septembre et octobre 2006 : Mise en ligne du questionnaire « Qu'est-ce t-en pense? ».
- 6 novembre: Assemblée générale de retour sur le Forum social.
- 30 novembre: Constitution du comité suivi du Forum social régional 02.
- Janvier à avril 2007 : Rédaction des premiers chapitres du mémoire et compilation des données relatives à l'évènement.
- 12 Avril 2007 : Assemblée générale du Forum social régional 02.
- Août 2007 : Rédaction de l'analyse préliminaire.
- Septembre 2007 : Élaboration du questionnaire sur les impacts du réseautage.
- 1^{er} octobre au 5 novembre 2007 : Mise en ligne du questionnaire sur les impacts du réseautage au Forum social.
- 12 novembre 2007 : Questionnaire destiné au groupe cible.
- Novembre 2007 : Rédaction finale du mémoire.
- Décembre 2007 : Dépôt du Mémoire.

ANNEXE 3 :

Organigramme de l'organisme Forum social régional 02 :



Source : Règlements généraux FSR02 (www.forumsocial02.org)

ANNEXE 4 :

Liste des partenaires :

- Aide maman +
- Auberge Villa au Pignon Vert
- Autobus Robin inc.
- Autobus Intercar
- Boîte à Bleuets Alma
- Budget Chicoutimi
- Caisse d'économie de la métallurgie et des produits forestiers
- Carrefour Jeunesse Emploi
- CJE Comté Roberval
- CJE Lac Saint-Jean Est
- Centre de Solidarité International
- Centre du Lac-Pouce
- CFER (Centre de Formation en Entreprise et Récupération du Saguenay)
- Club Première Vidéo
- Conseil régional SAGLAC-Chibougamau-Chapais de l'AFPC
- Corporation de développement communautaire du ROC
- Conférence Régionale des Élus
- Démokratia
- Député Dubuc Jacques Côté
- Députée Jonquière Françoise Gauthier
- Député Lac-Saint-Jean Est Stéphane Tremblay
- Député Chicoutimi – Le Fjord Robert Bouchard
- Député Chicoutimi Stéphane Bédard
- Diocèse de Chicoutimi
- Distribution JPG
- Fédération des caisses populaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
- Ferme des Chutes Saint-Félicien
- Fourrures Robertson
- Gouvernement du Canada
- Gouvernement du Québec
- Granules LG
- Justin Maltais Photo
- Kairos
- La Table MigrActive de Ville Saguenay
- L'Échappée bleue
- Le Cybernaute
- Loca-Spect inc.
- Lou-Tec Roberval
- Mage-UQAC
- MEPAC
- Nolicam
- Nord Sport Promo
- Œuvres Ichthus
- Première Vidéo Alma
- Regroupement Action Jeunesse
- Regroupement Régional en Développement Social
- Séminaire Marie-Reine-du-Clergé
- Solidarité populaire 02
- Syndicat National des Employés de l'Aluminium d'Arvida
- Toiles et auvents Sainte-Monique
- Université du Québec à Chicoutimi
- Ville d'Alma
- Ville de Métabetchouan

ANNEXE 5 :

Bilan financier du Forum social régional 02 / 2006-2007

	2006-05-12
Revenus	
Revenus d'activité	20050,42
<i>Entrées + ventes (évènement)</i>	12821,75
<i>Chandails avant évènement (291 en stock)</i>	2296,00
<i>Articles promos après évènement</i>	4888,00
<i>Remboursement CSST</i>	4,90
<i>Remboursement de matériel non utilisé</i>	39,77
Subventions salariales	2466,00
<i>Projet carrière été</i>	2466,00
Partenaires	24650,00
<i>Université de Montréal</i>	2000,00
<i>Conférence régionale des élus</i>	2000,00
<i>Kairos</i>	2000,00
<i>UQAC</i>	1000,00
<i>Table MigrActive Saguenay</i>	6000,00
<i>Regroupement action jeunesse</i>	3000,00
<i>Table Migractive bivoie</i>	1000,00
<i>Ville Alma</i>	250,00
<i>Solidarité Populaire</i>	250,00
<i>Député Stéphane Tremblay</i>	1000,00
<i>Député Jacques Côté</i>	400,00
<i>Syndicat de l'alliance publique</i>	2000,00
<i>Première vidéo Alma</i>	100,00
<i>Fédération des caisses</i>	1000,00
<i>Député Françoise Gauthier</i>	100,00
<i>Granule LG</i>	150,00
<i>Député Stéphane Bédard</i>	400,00
<i>Caisse d'économie Métallurgie</i>	2000,00
Total des revenus	47166,42
Apports non monétaires	
<i>Villa Pignon Vert (Valeur d'un bureau tout incl. Avril à mars)</i>	4800,00
<i>Ville Métabetchouan (Transport et prêt d'équipement)</i>	800,00
<i>CFER (commandites ordinateurs)</i>	400,00
<i>MAGE-UQAC (reprographie + tasse)</i>	4600,00
<i>Diocèse - Ressource humaine</i>	3000,00
<i>CDC du Roc - Ressource humaine (112heures + 500\$)</i>	2740,00

<i>FTQ - Ressource Humaine</i>	4000,00
<i>CSI - Ressource Humaine</i>	1000,00
<i>RAJ - Ressource Humaine (42heures + 321,56\$)</i>	1119,56
<i>Démokratia - Ressource Humaine (160 heures + 1535,32\$)</i>	3935,32
<i>Centre local d'emploi Roberval</i>	4000,00
<i>Fonds de stage FTQ</i>	6000,00
<i>Centre local d'emploi Chicoutimi</i>	8000,00
<i>Centre Lac Pouce - Walkie-talkie</i>	250,00
Total non monétaire	44644,88

Dépenses	
Contrats professionnels	2800,00
Salaires et avantages sociaux	2516,46
Assurances et sécurité	1797,66
Déplacements	1783,00
Frais de repas / hébergement / bénévoles	1651,77
Frais bancaires + petite Caisse	49,60
Location de matériel et équipement	
<i>Électricien</i>	246,13
<i>Camion</i>	561,17
<i>Chauffage</i>	286,78
<i>Chapiteaux</i>	2848,75
<i>Son et lumière</i>	2848,75
Achat de fourniture et articles promos	
<i>Fournitures bureau</i>	1086,96
<i>Rafraîchissement</i>	2238,28
<i>Chandails</i>	6920,23
<i>Sacs</i>	9283,15
Télécommunication	1346,07
Location de salle et conciergerie	2060,00
Publicité/Promotion	3113,12
Permis divers	225,00
Spectacles (Artistes / Conférenciers)	1885,50
Imprimerie/Graphisme	734,83
Imprévus	355,96
Total des dépenses	46639,17
Surplus/déficit	527,25

ANNEXE 6 :

Consultation sur les motivations et les enjeux à aborder

Répondants	Qu'est-ce qui vous motive à participer au Forum social régional 02 ?	Quels sont les sujets que vous aimeriez voir aborder lors du Forum social régional 02 ?
1	Le simple respect pour le travail de gens prêts à défendre une réalité régionale.	Particularités des régions éloignées. Dilapidation des ressources pour un profit immédiat, et ce, sans se soucier des implications futures. Environnement, protection de la flore et de la faune.
2	L'envie de connaître les personnes et les ressources dans la région, de connaître davantage la vision du développement qu'ont les gens de la région.	Environnement, engagement communautaire, techniques de sensibilisation et de communication, économie sociale
3	J'ai eu à participer à beaucoup de colloques, conférences et festivals en Europe et aux É.-U.. Ces rencontres m'ont permis d'échanger sur les grands questionnements et ensuite la solidarité comme thème central de ce forum est un moyen indispensable de correction des déséquilibres et le rôle de nos pouvoirs publics est de faire prévaloir l'intérêt général en satisfaisant aux besoins des populations. Enfin un moyen de construction de coalitions locales pour la réalisation effective des OMD au sein de nos collectivités locales et de solidarité face à cette dynamique de fragmentation sociale	Politiques sociales par les marges. Quels projets de société pour la région de demain ? Comment gérer une cohésion entre initiatives ?
4	Faire vivre une expérience de solidarité aux jeunes de mon école et ainsi les encourager à s'impliquer en cours d'année.	Pourquoi c'est formidable de s'engager? Quels sont les grands enjeux actuels ?
5	1° parce que la société "Moneyron" a une longue existence pour ses formations et j'aimerais apprendre en bénéficiant des expériences des autres et partager aussi mon expérience avec les autres; 2° pour apporter une brique de plus pour l'existence de la société "Moneyron" dans le cadre de ma formation en tant que kinésithérapeute.	Vous avez déjà choisi des sujets à ce propos, mais j'aimerais plus les sujets qui auront trait à notre formation afin d'améliorer soit d'approfondir encore nos connaissances sur le domaine.

6	La clientèle jeunesse qui sera présente. C'est une occasion pour notre organisme de faire connaître notre mission et de démystifier la vocation chrétienne de notre organisme.	La situation précaire du développement au Saguenay-Lac-Saint-Jean. L'effet des grosses multinationales sur notre économie. Nous sommes une région ressource. Que serons-nous prêts à faire pour ne pas nous faire dévaliser par ces grandes entreprises qui ont déjà amplement commencé.
7	Le désir de partager notre enthousiasme au développement de notre région.	Comment développer le sentiment d'appartenance à notre région ? Accueil des nouveaux arrivants
8	Nous avons voulu participer à ce forum pour les raisons suivantes: - participer activement au développement de votre région en tant que jeunes; - favoriser l'échange d'expériences avec des jeunes du monde; - tisser des relations de partenariat entre jeunes du Nord et du Sud	Nous aimerions que les sujets suivants soient abordés lors du forum: 1- Éducation 2 - Santé communautaire / Nutrition 3- Développement Communautaire 4- Bonne gouvernance locale
9	Le Forum social régional est une occasion de rencontrer la population, de faire connaître notre organisme et d'encourager les gens à participer concrètement à la protection de l'environnement. L'activité que nous proposons permet de sensibiliser les gens et de leur faire prendre conscience de l'importance de leurs actions.	Environnement, saine alimentation, plantes médicinales.
10	Les possibilités qui s'offrent à nous afin de présenter des alternatives qui nous permettent de construire un monde meilleur. Aussi, de sentir qu'il est possible de réunir plein de gens de la région qui croient qu'agir autrement nous permettrait de cheminer vers cet autre monde devenu possible.	L'éco formation: sensibiliser les membres de notre société au milieu naturel qui les entoure. Les rapprocher de la faune et la flore qui nous permettent de vivre tous les jours.
11	Nous avons voulu participer à ce forum régional pour les raisons suivantes: - Participer activement en tant que jeunes au processus de développement de votre région; - Établir un partenariat durable et fructueux entre notre structure et votre région et par extension établir un partenariat entre jeunes du Nord et du Sud; - Renforcement de nos capacités d'acteurs de développement par un	Nous aimerions que des sujets portant sur: - la lutte contre la pauvreté ; - la bonne gouvernance locale ; - la lutte contre les inégalités sociales ; - les stratégies de lutte contre le chômage des jeunes; soient abordés au cours du forum

	échange d'expériences au cours de notre séjour	
12	De voir la citoyenneté s'organiser pour former un monde plus cohérent.	-Environnement...plus précisément des actions concrètes qui peuvent être entreprises dans la région pour diminuer l'impact humain. -possibilités de travail concerté.
13	La perspective de partager la même philosophie à propos des mêmes priorités qui préoccupent tous ceux qui se sentent responsables de notre belle planète. Quelle merveilleuse initiative ce Forum régional!!	LE RECYCLAGE SOUS TOUTES SES FORMES. Comment réduire le gaspillage des emballages. Comment construire une maison avec des matériaux recyclés (ex.: pneus)
14	Nous sommes une Association, basée au Sénégal dans la région de Dakar, M.I.J.D (Mission pour l'insertion des jeunes pour le développement.) qui a eu à participer activement à l'effort de santé publique et œuvrer à la sauvegarde de l'environnement et à la protection de la nature. Nous sommes une Association apolitique et ouverte avec toutes les Associations locales et internationales. Nous avons eu à participer et à donner nos idées lors des forums locaux en Afrique. Nous tenons à participer à votre forum social régional 02 pour nous ouvrir vers d'autres horizons en espérant nouer des contacts avec d'autres Associations, d'autres cultures, d'autres perspectives. Échanger des idées et des expériences sociales. Le fait de participer à votre forum social régional 02 va susciter des initiatives (économiques, sociales, culturelles) individuelles ou collectives chez nos membres. Nous espérons à la sortie de ce forum avoir plus d'expériences et exploiter les idées développées pour les faire partager avec d'autres Associations en Afrique.	Les sujets que nous aimerions aborder lors du Forum social régional 02 sont : 1°) L'exode rural. 2°) Le chômage des jeunes. 3°) Le problème de la décentralisation. 4°) Le problème de l'éducation et de la formation professionnelle. 5°) Le problème de la Santé publique et l'habitat 6°) Le problème de la régionalisation.
15	Étant donné que j'avais l'habitude de participer au forum social mondial, je voudrais à tout prix participer à ce forum afin de voir quelle différence il aura, tant du point de vue organisationnel que des représentations culturelles..	Au lieu de sujets, je donne des thèmes... culture et solidarité régionale, université et développement.
16	La foi en la vie	Souveraineté, capitalisme, développement

		<p>durable, économie, politique, la VRAIE démocratie et son utilisation malsaine par les politiciens et, surtout, la vision générale des gens sur le monde qu'ils sont prêts et prêtes à construire et travailler pour un avenir durable.</p>
17	<p>Ceux qui sont l'avenir déjà présent aujourd'hui surtout parmi les jeunes. Les jeunes d'esprit sont l'aube des temps nouveaux.</p>	<p>L'autre société déjà présente dans la nouvelle renaissance en marche. Trouver "comment" faire éclore le plus vite possible le papillon encore captif entre les parois de la chrysalide d'un vieux monde en déperissement.</p>
18	<p>Étant la coordonnatrice de la ligue des femmes et des enfants «LIFE», ce qui me motive à participer au forum régional 02 est: 1- Un moyen pour moi de faire des échanges avec d'autres groupes de femmes et de jeunes. 2- Une formation en plus pour pouvoir la dupliquer aux membres et également à d'autres organisations de femmes évoluant à Haïti.</p>	<p>Les Sujets que j'aimerais voir aborder lors du forum social régional 02 sont les suivants: a) Une table ronde autour du thème «Situation des femmes dans le cadre de la violence familiale» b) Un documentaire pouvant aider à appréhender le concept " Commerce équitable"</p>
19	<p>Comme Coordonnatrice de Coopérative qui y tiendra un kiosque informatif, je souhaite bien sûr rencontrer le plus de gens possible pour parler du projet L'Échappée bleue. Comme participante, j'espère y trouver un réseau, une énergie et un sentiment d'action engagée...</p>	<p>C'est sûr que j'espère y voir des débats sur l'Ashuapmushuan, mais aussi sur l'éolien, sur les orientations régionales et sur ce qui se fait en région sur l'économie sociale. Merci!!!!</p>
20	<p>Je veux que ma région fonctionne bien et pour que les êtres humains de ma région puissent avoir des séminaires, c'est-à-dire nous les participants nous devons leur inculquer les meilleures choses à faire pour développer leurs milieux urbains.</p>	<p>Les sujets sont: 1-Promouvoir un développement régional humain durable et équitable. 2-Conscientiser la population à une prise de responsabilité citoyenne individuelle et collective.</p>
21	<p>Essentiellement pour rencontrer des gens qui partagent des idéaux semblables. Pour apprendre et par curiosité.</p>	<p>La mondialisation et le pouvoir montant des corporations en particulier, mais aussi sur l'avenir du développement de la région.</p>
22	<p>Favoriser l'émergence d'actions concrètes et établir une vision sociale commune. La recherche et la promotion des initiatives et des projets alternatifs autour des initiatives locales. Et promouvoir un développement régional humain.</p>	<p>La reconnaissance des expertises qui se développent dans les organismes communautaires.</p>
23	<p>Je suis motivé à participer afin d'une part arriver à connaître et faire connaissance des cultures des autres peuples et d'autre part à en profiter pour hisser la culture</p>	<p>Culture et développement, comment renforcer la solidarité régionale?</p>

	haïtienne	
24	Suite au rassemblement jeunesse régional de ce printemps, nous avons entendu parler du forum. Judith est dans nos bureaux à Saint-Félicien, plusieurs employés du CJE seront présents lors de cette fin de semaine. Une très belle opportunité de faire connaître Solidarité Jeunesse ainsi que de rejoindre le maximum de jeunes provenant de différents milieux. Solidarité Jeunesse peut également se faire connaître auprès des différents intervenants de la région.	L'avenir et la place des jeunes en région. La citoyenneté. Les responsabilités et les droits que nous avons en tant que citoyennes et citoyens. Les perspectives d'emploi (portrait) pour les prochaines années. La famille.
25	Participer aux débats sur les enjeux de ma région. Je veux donner mon point de vue sur les grandes lignes à adopter pour le futur. Je veux partager mes idées, opinions et expériences. Le partage inter-générationnel et intersectoriel	L'environnement, l'agriculture, l'éducation, la consommation responsable et équitable, la culture, les communications, etc.
26	Rencontrer des gens, provoquer le débat et la réflexion, prendre le pouls des forces progressistes au Saguenay-Lac-Saint-Jean.	Agriculture, projet de société pour le Québec, le local comme le mondial, etc.
27	C'est la continuité de ce qui m'a toujours motivée en région. Et surtout c'est d'être en contact avec une multitude de personnes toutes plus intéressantes les unes que les autres. De plus, cela me stimule d'être avec des jeunes qui ont les mêmes préoccupations que celles qui m'habitent. Des relations interpersonnelles pour être ensemble à se fabriquer un monde meilleur.	Où en est notre région sur le plan social, économique et culturel ? Que faisons-nous pour nous acquitter de nos responsabilités sous forme de projets novateurs et resautés...etc. ?
28	Paver la voie au prochain contrat social. Favoriser l'émergence d'une conscience universelle plus ouverte sur le monde. Donner lieu aux coïncidences de se produire pour poursuivre mon chemin. Vivre une expérience culturelle et artistique de qualité, etc.	Environnement, économie, spiritualité, développement régional, ONU, OMC, Banque Mondiale, FMI, situation géopolitique mondiale, évolution de la société, etc..
29	Rencontrer les intervenants régionaux en économie sociale. Faire connaître davantage nos projets d'économie sociale. Participer et faire partie de la vie sociale régionale	Économie sociale Enjeux régionaux sur le plan social
30	L'aspect régional du forum	La culture, la région vs les grands centres

31	J'ai le gout de découvrir ce que chacun fait de son côté et de rencontrer d'autres gens qui sont intéressés par l'avenir de la région.	Je sais qu'il y a des problèmes, comme l'exode des jeunes, mais ce que j'ai surtout envie d'aborder ce sont toutes les pistes de solutions et des idées de projets de développement de renouveau, qu'on pourrait concrétiser ensemble par la suite. Autant au niveau social que commercial. Ce sera le temps d'amener des idées, de nouvelles pistes.
32	C'est d'abord de rencontrer des gens qui explorent des nouvelles pistes de développement qui se situent en dehors des voies habituellement envisagées. Il s'agit aussi d'un forum d'échanges qui nous permet d'établir des réseaux et de regrouper les forces vives du milieu. Il s'agit aussi d'un évènement qui sert à l'éducation à la citoyenneté.	-Le développement régional. L'avenir- -En priorité le secteur de l'économie sociale. Les enjeux. Bilan et présentation d'expériences régionales. -Pouvoirs régionaux. Qui décide? Politique et régions -La décentralisation des pouvoirs vers les régions.
33	De travailler à la région, de travailler à ce que ma région soit exceptionnelle, de travailler à ce que nous ne soyons pas morts et inactifs, mais stimulés et proactifs dans une région où tous prennent part à la vie en société. Le forum pour moi est un premier pas vers ces éléments... et bien d'autres. Aussi, je veux travailler au développement des communautés du sud, alors de commencer par sa région m'apparait primordial.	Les sujets régionaux et internationaux qui touchent inévitablement la région et la population. Je veux aussi pour moi et pour les autres, être en mesure de comprendre la dynamique régionale et les éléments qui la perturbent. Aussi, j'aimerais bien que la région devienne la première à créer des liens durables "d'implication" et de travail social (pour la région).
34	Altermondialiste aguerrri, je suis très intéressé à ce que cela donne en région au Québec. Je suis allé 2 fois (2002 et 2005) à Porto Alegre. J'ai aussi été très intimement impliqué à l'organisation et à la réalisation du premier forum social local (en référence aux forums sociaux du monde, quand on en est à une région du Québec, je crois qu'il est pertinent de parler de forum social local) Aussi, je suis membre d'Attac-Québec, un des membres du comité organisateur du futur, et encore un peu aléatoire, Forum social québécois. De plus, je tiens une chronique altermondialiste dans un webzine je suis donc très intéressé à parle de ce qui se passe autour des forums	Voici quelques sujets qui sont très importants pour moi: - la démocratie participative (encore à inventer au Québec), - la présence des Premières nations aux forums sociaux, - la nécessaire alliance syndicats et groupes populaires et communautaires dans l'action... Voici déjà un bon programme n'est-ce pas?

	sociaux quelqu'en soit l'envergure...	
35	L'échange d'idées et/ou de projets qui pourraient être généralisés ou essayés ailleurs... De nouvelles approches de développement et des exemples concrets d'applications...	Comment le développement social peut engendrer le développement économique, ou par où peut-on commencer le développement pour revitaliser ou consolider des milieux. Les champs (ou domaine d'intervention) compris dans le développement social... La conciliation des mondes social et économique...
36	L'avènement d'un problème important pour tous les citoyens de tous les pays sans exception, le déclin de la production pétrolière anticipé entre 2006 et 2010. Ce déclin sera prononcé et irréversible, cela demandera de modifier toutes nos conceptions de notre mode de vie. Tout est possible pourvu que l'on puisse modifier notre paradigme de style de vie.	Possibilité de monnaie locale pour favoriser l'achat local. Transport ferroviaire. Biodiésel à partir d'algues. Jardinage communautaire biologique. Agriculture alternative. Urbanisme environnemental. Maison efficiente énergétique. Maison avec chauffage géosolaire annualisé. Simplification et régionalisation du système scolaire. Je suis capable de vous aider à trouver des experts dans ces domaines.
37	Je serais très content de participer à votre forum, car j'aimerais bien faire partie des gens qui luttent contre toutes les mauvaises choses pour les jeunes et pour le monde.	Aborder comment faire pour lutter contre le sida et les guerres, pour que le monde soit un monde de bonheur, que chacun soit heureux.
38	Y a-t-il encore de la solidarité en régions? Où est le respect des idées contraires aux médias. On les laisse prendre la parole ou on est capable de leur répondre? Que fait-on avec la splendide rivière Ashuapmushuan? Comment fait-on pour contrer ces embuches? Pourquoi ce sentiment de petites gens dans cette si belle et grande région riche de ces citoyens défricheurs et bâtisseurs ? C'est quoi notre problème? Complexe d'infériorité ou de supériorité?	Développement de l'écotourisme. Apprendre de nos différences <<Saguenay vs Lac-Saint-Jean >>. Développer nos jeunes à être des entrepreneurs responsables socialement. Avoir une vision d'ensemble et que fait-on avec nos personnes âgées ? Nous les empilons dans des centres ou nous leur redonnons leur fierté en les valorisant...nous leur sommes redevables!!
39	La possibilité de pouvoir faire changer les choses, car la région est prête à accepter n'importe quel projet sous prétexte de contrer les effets négatifs de la conjoncture économique actuelle. Ce forum sera l'occasion de faire une réflexion sur ce que nous voulons comme développement pour le SLSJ et cela sera décidé par la société civile et non pas un groupuscule de privilégiés.	Il faut parler du développement que la région veut voir instaurer sur son territoire. Le tout doit être décidé par la population en général, une fois que nous lui aurons donné toute l'information nécessaire. Parmi les thèmes à aborder: environnement, équité, respect des individus, développement durable, etc.
40	De voir qu'on est plusieurs à vouloir faire de cette région un endroit où il fait bon	La solidarité régionale, la culture régionale, l'avenir de nos ressources naturelles.

	vivre. De savoir qu'ensemble on peut faire une différence.	
41	Vous et votre beau travail!	Le développement régional. Démarrage d'entreprise d'économie sociale.
42	La coalition régionale Solidarité populaire Saguenay-Lac-Saint-Jean suit de près les activités du forum depuis le début. Des délégués participent à l'organisation et rendent compte des activités à l'ensemble des membres. Le développement social, la solidarité et les actions alternatives sont des préoccupations de la coalition.	La lutte à la pauvreté; Le développement régional; La solidarité sociale; Le commerce équitable; L'implication citoyenne; Le développement économique alternatif, écologique et responsable; Les initiatives environnementales.
43	Faire connaître notre projet de coopérative de solidarité : Le Jardin de la Tortue. Faire connaître l'herboristerie au Saguenay-Lac et y développer un réseau par le biais de la guilde des herboristes.	La santé alternative et la formation en ce domaine. Le développement personnel et social. La coopération et la formation de réseaux pour aider et développer les petites entreprises en région.
44	L'idée d'un forum est très intéressante. Selon moi, il y a longtemps que ce genre d'activité aurait dû avoir lieu. Pour la première fois, nous aurons la chance de penser le développement régional autrement. C'est très motivant.	J'aimerais que l'on s'attarde aux questions d'ordre régional. Nous devons en arriver avec des propositions qui se tiennent, pas seulement des vœux pieux. Nous devons nous inspirer des problèmes plus ou moins récents que la région connaît (fermetures d'usines, crise forestière et débats environnementaux). Nous devons offrir une alternative...remettre en question et s'opposer à certains projets ne sera pas suffisant.
45	Échanger avec les jeunes canadiens sur la protection de l'environnement. Nous savons que le Canada est très en avance dans ce domaine et nous voulons que la Guinée, dont notre association veut faire une destination touristique digne de ce nom, bénéficie de cette expérience. Nous sommes aussi intéressés par d'autres thèmes.	Nous aimerions échanger sur la protection de l'environnement, la lutte contre la traite des enfants et notamment l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme, la coopération décentralisée entre votre région 02 et notre capitale Conakry (Nous vous informons que le Canada n'a plus d'ambassade en Guinée et, en tant que membre de la société civile, notre association déplore la fermeture de l'ambassade car le Canada était sur tous les fronts sociaux pour aider la population guinéenne dans sa quête de bien-être...)
46	La société est composée de personnes différentes et toutes doivent s'impliquer pour définir un projet de société et s'assurer de la solidarité entre tous.	Comment établir des "ponts" entre les générations? Les assistants en voient-ils l'importance? Quelles sont les valeurs à prioriser pour le futur....? Peut-être, commencer par exprimer notre vision du monde actuel....
47	Pour moi le forum, c'est une banque de	-Le suremballage

	nom de gens qui pensent comme moi. C'est un rassemblement de gens intéressants et intéressés. C'est aussi une occasion unique de rassembler toutes les forces et les richesses d'une région (métier, passions, façons de penser, etc.) et ce, à tous les niveaux. Mais surtout, c'est le moment idéal de discuter de certaines problématiques régionales et de trouver des solutions tous ensemble.	-L'environnement -Brise-vent sur terre agricole ainsi qu'en bordure de route, faisons-en notre "DRANDING" régional.
48	Mon intérêt envers la région et ma fierté de régionaliste.	J'aimerais que l'on se questionne dans le sens des actions à entreprendre pour notre avenir. Les assemblées de cuisine où tous et chacun chialent sont pour moi révolues.
49	-But et objectifs intéressants du FSR02 -Pour la conscience sociale et l'implication dans le milieu que cette initiative suscite.	Vision du développement de la région ; occupation du territoire ; l'importance des rencontres intergénérationnelles et interculturelles dans l'évolution de notre population ; vision réaliste et positive de la région ; l'économie sociale: une solution gagnante dans les petits milieux, l'implantation d'industries et de commerces (autant PME que grande surface) ; la vision des décideurs vs la population ; développer son entreprise. Pourquoi moins de gens se mouillent dans notre région et comment y remédier ? Sujets d'actualités divers (quai à La Baie, la possibilité d'exploiter l'Ashuapmushuan, etc.)
50	C'est une belle vitrine pour faire connaître une façon de faire différente en développement économique local, soit l'économie sociale.	Je n'ai pas d'attente en particulier.
51	Connaitre les entreprises et les regroupements qui existent dans ma région. Pouvoir faire des contacts avec les différents organismes et échanger sur la réalité de la région.	Environnement Économie Politique
52	Chercher des pistes de solution pour favoriser le développement économique de la région dans un contexte de respect de l'environnement et de la qualité de vie des personnes.	L'agriculture biologique, la transformation des produits du bois, l'exportation de produits à valeur ajoutée hors de la région et le tourisme écologique.
53	J'espère rencontrer des gens qui ont des valeurs connexes aux miennes et avec qui je pourrai éventuellement collaborer dans l'élaboration de nos projets	Économie sociale Environnement Éducation alternative

ANNEXE 7 :

Liste des activités lors du Forum social

Titre	Genre
Chanson et poème	art_autre
Magicien! Magicien! Magicien!	art_autre magie
Terre à chefs d'œuvres	art_autre rituel d'engagement et d'envoi
Cours de salsa 101	art_danse
Polyvalente de Normandin	art_musique
Concert de musique	art_musique
Senanou's rap	art_musique
Duo "La Java Bleue"	art_musique
Le violon	art_musique
Alerte Maximale	art_musique
Rajna	art_musique
Les Frères Cheminaud	art_musique
Yvie & Reggie	art_musique
Oméga 3	art_musique
Les frères Dessureaux	art_musique
Mefisto Fiesta	art_musique
Les lions du rythme	art_musique
Mosaïque	art_musique
Sylvie Jean, chanteuse	art_musique
Dali rap	art_musique
Impro	art_théâtre
Des secrets bien gardés.	art_théâtre
Le crieur du CRÉPAS	art_théâtre
Recyclage	art_visuel
Viens à l'éco-art, créer un peu.	art_visuel
La démocratie participative dans le contexte régional	atelier_discussion
Le FSR02 et le FSQ	atelier_discussion
Problématiques de l'habitation en région	atelier_discussion
Fonds de prêts populaires	atelier_discussion
Couvrir ses besoins et sortir de la pauvreté	atelier_discussion
Discussions et échanges sur les concepts de développement social	atelier_discussion
Subjectivité, diversité culturelle et développement humain et social	atelier_discussion
Importation des déchets toxiques en région	atelier_discussion

Artistes autonomes s'organisent	atelier_discussion
5 à 7 citoyens	atelier_discussion
Djem-Baie	atelier_discussion
Pourquoi un forum social québécois ?	atelier_discussion
2 à 3 Jeunes citoyens	atelier_discussion
Le théâtre comme médiateur des rapports de groupe	atelier_discussion
Couvrir ses besoins et sortir de la pauvreté	atelier_discussion
Desjardins, propulseur d'une génération	atelier_discussion
Volet enfants 0-6 ans	atelier_enfants
Sous le thème de l'environnement	atelier_enfants
Sous le thème plein air	atelier_enfants
Sous le thème sportif	atelier_enfants
L'être humain et les cycles naturels	atelier_enfants
Film surprise	atelier_enfants
Pièce de théâtre réalisée par les enfants	atelier_enfants
Construction d'un four solaire	atelier_pratique
Viens tester tes connaissances sur les normes du travail!!!	atelier_pratique
J'adopte un cours d'eau	atelier_pratique
Action directe et désobéissance civile	atelier_pratique
S'organiser pour changer la société	atelier_pratique
Code sans traces de l'écotourisme	atelier_pratique
Les deux côtés de la médaille : l'action directe!	Atelier_pratique
Lancement du nouveau site Internet : La Vitrine communautaire 02	autre
Lancement de la politique de consommation responsable du Saguenay-Lac-Saint-Jean	autre Conférence de presse
Temtao et la musique	autre Micro-spectacle interactif
Carrefour Communautaire Saint-Paul	autre présentation de l'organisme
Qu'est-en que t'en penses?	autre Questionnaire
Connais-tu ta région?	autre Quiz
Révolution Bolivarienne du Venezuela	Conférence
Herboristerie traditionnelle	Conférence
La rivière Rupert	Conférence

Deux minutes pour changer le monde	Conférence
Enjeux démocratiques, jeunes et région	Conférence
Transport Collectif rural	Conférence
Pour des campus durables	Conférence
Les petits frères des Pauvres	Conférence
L'anarchie, c'est l'ordre moins le pouvoir!	Conférence
Journées sociales Saguenay-Lac-Saint-Jean	Conférence
Le Pacte rural et la mobilisation du milieu	Conférence
La consommation responsable et le commerce équitable	Conférence
Le Centre de solidarité international du SLSJ: les stages, le projet de développement	Conférence
Un moyen concret pour faire grandir le pouvoir de la parole citoyenne	Conférence
Le développement rural durable comme processus éducatif et solidaire: Inspirations mexicaines	Conférence
La gestion de l'eau au Saguenay-Lac-Saint-Jean	Conférence
Relocalisation économique	Conférence
Le déclin de l'économie pétrolière	Conférence
La résistance paysanne à l'OMC: de Cancun à Hong Kong	Conférence
Prévention du jeu pathologique	Conférence
Maison d'hébergement Le Séjour	Conférence
Scénario final Vision 2025	Conférence
TRAC	Conférence
L'esclavage moderne: le cas des ateliers de misère	Conférence
Suivi du plan d'action sur la diversité biologique au Saguenay-Lac-Saint-Jean	Conférence
L'autogestion: pour une pratique libertaire au quotidien	Conférence
Insertion coévolutive et collaborative de la société civile du SLSJ dans la politique locale et régionale	Conférence
Conférence d'ouverture jeunesse	Conférence
Conférence d'ouverture du FSR02	Conférence
Qu'est-ce que la Biologie Totale ?	Conférence

L'option coopérative, un levier de développement	Conférence
Formation des médecins	Conférence
L'écocitoyenneté, de la parole aux actes!	Conférence
L'alimentation saine	Conférence
Agriculture et ressources non renouvelables	Conférence
L'Agenda 21 local: un outil intégré de développement durable viable et de gouvernance territoriale.	Conférence
Les changements climatiques et leurs impacts régionaux	Conférence
Le bois-énergie : une ressource d'avenir	Conférence
Productivité de la chicouté au Québec en fonction de diverses régies de culture	Conférence
Pour une Gauche radicale en action	Conférence
Nationalisation des éoliennes	Conférence
Pourquoi suis-je anticapitaliste ?	Conférence
Formation Gauche-Droite	Conférence
Éco formation et adaptation aux changements de soi, des autres et de l'environnement	Conférence
Une alternative aux médias traditionnels	Conférence ou table ronde
Jardin de la tortue	kiosque_artisanat
Artisanat Nouvelle-France	kiosque_artisanat
Kakiri-Punku	kiosque_artisanat
Atelier Marie-Cuir	kiosque_artisanat
In Vitro - Verre Soufflé	kiosque_artisanat
Atelier Thermic	kiosque_artisanat
Colibri Des Andes	kiosque_artisanat
Les amis du bon Dieu	kiosque_artisanat
Concours "Le respect, on y gagne"	kiosque_autre
Récolte de matériel d'art	kiosque_autre
La violence sexuelle, de quoi se casser la tête!!!	kiosque_autre Information et demandes d'appuis
Kiosque le Séjour	kiosque_autre Informations
AQDR régionale	kiosque_information
La FROH Fédération régionale des organismes d'habitation	kiosque_information
Comité pour l'intégration de la pratique sage femme dans la région 02	kiosque_information

Projet jeunes transmetteurs	kiosque_information
CALACS Entre Elles	kiosque_information
L'atelier du Réemploi	kiosque_information
Connaissance des milieux femmes	kiosque_information
Solidarité Populaire Saguenay-Lac-Saint-Jean	kiosque_information
Regroupement régional en développement social 02	kiosque_information
Les Entreprises Jeunesse - Un projet d'envergure en économie sociale	kiosque_information
Solidarité jeunesse	kiosque_information
Carrefour jeunesse-emploi Lac-Saint-Jean Est	kiosque_information
Conseil de sécurité d'Amérique	kiosque_information
Conseil andin des premières nations	kiosque_information
I. Q. L'Atelier	kiosque_information
Alliance de la Fonction Publique du Canada (AFPC)	kiosque_information
Bizz, magasin d'alimentation saine	kiosque_information
Forum social québécois	kiosque_information
L'alimentation saine	kiosque_information
Coopératives jeunesse de services (CJS)	kiosque_information
Table locale en économie sociale Lac-Saint-Jean-Est	kiosque_information
L'Art-thérapie	kiosque_information
L'échappée Bleue	Kiosque_information
Biologie totale	Kiosque_information
IRIS	kiosque_information
Allo transport	kiosque_information
Centre de solidarité international	kiosque_information
Centre d'interprétation de l'agriculture et de la ruralité.	kiosque_information
Kiosque sur la Stratégie MigrAction	kiosque_information
L'Aut' Journal	kiosque_information
Équiterre Saguenay	kiosque_information
Produits du terroir	kiosque_produits_services
Caisse d'économie de la métallurgie et des produits forestiers (Saguenay-Lac-Saint-Jean)	kiosque_produits_services
Vente de plaques commémoratives	kiosque_produits_services

Liber-t	kiosque_produits_services
Fromagerie au Pays des Bleuets	kiosque_produits_services
L'Orée des bois	kiosque_produits_services
La Peuplade, édition et diffusion d'art	kiosque_produits_services
Les foyers de masse thermique	kiosque_produits_services
Verger Métabetchouan	kiosque_produits_services
Érablière du Cap Bleu	kiosque_produits_services
La gaufre des mômes	kiosque_produits_services
Danielle Bourget diététicienne	kiosque_produits_services
Pommes de terre et topinambours SOBIO	kiosque_produits_services
Le Journal du Brocanteur	kiosque_produits_services
Ferme les jardins de la montagne	kiosque_produits_services
Savonnerie Olivier Saguenay	kiosque_produits_services
L'Utopie Caféinée, le commerce équitable devenu réalité	projection
Du cinéma d'ici!	projection
Un État sous influence; Comment le chantage des multinationales menace notre démocratie ?	projection
Conscientisation Express	projection
Lancement de cinéma d'ici	projection
Sauvons les tortues marines	projection
Casse-tête: L'infection du Territoire	projection
Spectacle de BMX	sports
Table ronde sur le militantisme	table_ronde
Table ronde sur l'avenir de la région	table_ronde
Présentation d'expériences d'économie sociale	table_ronde
Rivière Ashuapmushuan: réserve aquatique, mythe ou réalité?	table_ronde
Aménagement durable de nos forêts: pour un virage et non un mirage	table_ronde
Quel « développement durable » veut-on pour la région ?	table_ronde
Activité avec les élus : la démographie	table_ronde
Le syndicalisme chez les jeunes et les femmes.	table_ronde

ANNEXE 8 :

Liste des organismes, associations ou entreprises inscrits :

- A.Q.D.R. (Association québécoise des droits des retraités)
- ADECOM (Association pour le Développement Communautaire)
- Aide Maman plus
- Alliance de la Fonction publique du Canada
- Allo Transport
- AlterUQAM Forum social québécois
- Art thérapie
- Association des locataires de HLM de Chicoutimi
- Association des naturothérapeutes du Québec
- Association étudiante du Cégep de Saint-Félicien
- Atelier des arts du feu (in vitro)
- Atelier Thermic
- Bizz
- Caisse d'économie de la métallurgie et des produits forestiers (Saguenay-Lac-Saint-Jean)
- CALACS Entre Elles, Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel
- Camp Musical du Saguenay-Lac-Saint-Jean
- Carrefour Communautaire Saint-Paul
- CDC du Roc RRDS-02
- CDC Lac-Saint-Jean Est
- Centre d'action bénévole de Saint-Félicien
- Centre de Santé Mentale l'ArrimAge
- Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean
- Centre D'interprétation de L'Agriculture et de la Ruralité
- Centre International de solidarité ouvrière (CISO)
- Chambre de Commerce et Industrie de Roberval
- Chocolaterie La Java
- CLAP
- CLD Maria-Chapedelaine
- Colibri Des Andes
- Collectif de travail du Forum social régional 02
- Collectif Régional Saguenay de la Fédération des femmes du Québec (FFQ)
- Collège de Jonquière
- Comité d'action des non-syndiqués (CANOS)
- Comité Environnemental de l'UQAC
- Conseil andin des premières nations
- Conseil régional de l'environnement et du développement durable du Saguenay-Lac-Saint-Jean
- Conservatoire de musique de Saguenay
- Coopérative de développement régional Saguenay-Lac-Saint-Jean, Nord du Québec
- Coopérative les Semeurs
- Coopératives jeunesse de services
- Corporation des métiers d'art du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Conseil des métiers d'art du Québec (Marie Cuir)
- CRÉPAS
- CSSS Lac-Saint-Jean-Est
- Démokratia
- Développement et Paix
- École secondaire Kassinu Mamu
- École secondaire Normandin
- Équipe pastorale sociale de Dolbeau-Mistassini
- Érablière du cap bleu

- Faculté de médecine de l'UQAC
- Fédération des Travailleurs du Québec
- Ferme biologique Les Vallons de Chambreule
- Ferme Trompe-Souris
- Fondation Juçataco a.c.
- Fondation rivières
- Fromagerie au Pays des Bleuets
- Groupe Cyrrus
- Groupe de Recherches Écologiques de la Batture (GREB)
- I.Q L'Atelier
- Jardin de la Tortue
- Jeunes Musiciens du Monde
- Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC)
- Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC)
- Journal l'Engagé
- Journées sociales Saguenay-Lac-Saint-Jean
- Kakiri Artisanat de la Colombie. Commerce socialement responsable
- Kafara joue
- Tacos y Salsas
- L'orée des bois
- La fédération régionale des OSBL d'habitation région Saguenay-Lac-Saint-Jean, Chibougamau-Chapais et Côte-Nord
- La Ligue des droits et libertés de la personne du Saguenay-Lac-Saint-Jean
- La Maison d'Hébergement Le Séjour
- La Peuplade, édition et diffusion d'art
- La savonnerie des Oliviers
- LASTUSE du Saguenay
- L'Aut'Journal
- Journal Le Brocanteur
- Le jardin des Mômes
- L'Échappée bleue - Coopérative de solidarité de tourisme durable
- L'Équipe régionale du Lac-Saint-Jean (pastorale)
- Les amis du bon Dieu
- Les Ateliers spécialisés Festifilm
- Les Entreprises Jeunesse Place du Presbytère - Café du Presbytère - Librairie
- La Source - Ateliers Pratiques – FEC
- Les jardins de la montagne
- Les petits frères des Pauvres
- Liber-t
- L'ORGAnisation
- MAGE-UQAC
- Masse critique
- Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire (MÉPAC) Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau-Chapais
- Parti Communiste du Québec
- Pastorale de Métabetchouan
- Pastorale sociale, diocèse de Chicoutimi. Solidarité populaire 02
- Place aux jeunes, MRC Lac-Saint-Jean Est au Carrefour jeunesse-emploi, La Bivoie
- Pôle régional en économie sociale Saguenay-Lac-Saint-Jean
- Polyvalente de Normandin
- Polyvalente des Quatre Vents
- POP HORIZON
- Portes Ouvertes sur le Lac
- Québec Solidaire
- RAJ-02
- RAS
- RÉCIF 02
- Regroupement régional en développement social

- Regroupement Sauvegarde de l'environnement
- SCFP 1500 syndicat de métier HQ
- Secrétariat du FSQ
- Séjour Mariè-Fitzbach
- Semences Dussault (topinambours)
- Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi
- SIU Chicoutimi-Jonquière
- Stratégie MigrAction Carrefour Jeunesse Emploi Saguenay
- Temtao
- Tinariwen Arts et Culture
- TRAC
- Universidade Veiga de Almeida
- Université Laval (Conférence sur la chicouté)
- UQAC, Association Professionnelle des Éco-conseillers du Québec, Campus Durable section Québec
- ZIP Alma-Jonquière

ANNEXE 9 :

Conclusions des activités rapportées par les responsables :

1- Titre de l'activité : L'agenda 21 local

Responsable : Emmanuelle Arth, Patricia Martin

Thèmes traités :

- Développement durable
- Agenda 21
- Gouvernance
- Développement régional
- Participation citoyenne

Conclusion :

L'AZIL est une démarche citoyenne pour intégrer le développement durable à l'échelle locale. L'expérience en cours à Saint-Félicien démontre qu'elle offre un fort potentiel. Les gens présents à l'atelier ont bien participé. Ils ont posé de nombreuses questions et certains d'eux souhaitent même introduire de telles démarches dans leur milieu.

2- Titre de l'activité : Débat Ashuapmushuan

Responsable : Michel Gauthier, Bruno Tremblay, Régis St-Pierre et Denis Trottier

Thèmes traités :

- Potentiels d'exploitation
- Développement durable
- Potentiels récréotouristiques et hydroélectriques
- Biodiversité (ouananiche)
- Redevances
- Choix à faire
- Économie du privé

Conclusion : Consensus sur la protection de la rivière. Il faut quantifier les projets, les coordonner et faire front commun.

3- Titre de l'activité : Le développement rural durable comme processus éducatif et solidaire : inspirations mexicaines

Responsable : Rosée Lalonde

Thèmes traités :

- Regard sur la région 02 il y a 50 ans, maintenant et comment serait-elle idéalement ?
- La situation actuelle au Mexique
- Présentation de projets de développement social et rural dans un optique durable : économie alternative au Mexique

Conclusion :

- Avoir une vision locale avec de petits projets qui ont un impact sur leur milieu et communauté
- L'effet papillon de chacune de nos actions (en avoir conscience) (conséquence positive comme négative)
- Apprendre de l'échange des expériences et connaissances de l'autre : mondialisation du savoir-faire
- Des alternatives monétaires possibles pour faire fonctionner un projet, une initiative : diminuer notre dépendance aux subventions en variant les sources de revenus
- Apprendre du passé pour faire des choix conscients pour le présent et l'avenir

4- Titre de l'activité : Le code du tourisme sans traces

Responsable : Roberto Alvaredo

Thèmes traités : Les sept principes sans traces de l'écotourisme

Conclusion : Bonne activité, beaucoup de motivation des participants. Bonne sensibilisation sur la protection de notre milieu naturel.

5- Titre de l'activité : FROH

Responsables : Luc Blackburn, Dominic Murger

Thèmes traités :

- OSBL d'habitations
- Les services offerts

Conclusion : Tout a bien été excepté que peu de gens s'arrêtaient au kiosque puisqu'il ne s'adresse pas à tous.

6- Titre de l'activité : Couvrir ses besoins et sortir de la pauvreté

Responsables : Monica Saint-Pierre, Mario Perron

Thèmes traités : Quels sont les revenus minimums nécessaires au Québec aujourd'hui pour couvrir ses besoins essentiels et pour sortir de la pauvreté.

Conclusion : La situation du Collectif pour un Québec sans pauvreté est acceptée par les huit participants.

7- Titre de l'activité : Révolution Bolivarienne

Responsable : Stéphanie Fortin

Thèmes traités :

- Forum social mondial et conclusion des forums sociaux mondiaux
- Révolution bolivarienne et le FSR02

Conclusion :

- Beaucoup d'énergie échangée
- Les gens ont compris comment fonctionnait les forums et aussi pourquoi celui-là
- Les gens ont réagi beaucoup à la journée, à l'énergie qui s'échange et aussi à tous les contacts possibles de créer et d'échanger avec d'autres citoyens
- Bravo au Collectif de travail du FSR02

8- Titre de l'activité : Importation et exportation des matières dangereuses

Responsable : Élise Gauthier

Thèmes traités :

- Sols contaminés
- Produits toxiques à la maison et produits toxiques industriels

Conclusion : La population doit s'impliquer davantage dès qu'elle est sollicitée.

9- Titre de l'activité : Pour des campus durables

Responsable : Olivier Riffon

Thèmes traités : Développement durable sur les campus universitaires

Conclusion : Le projet «campus durables» est un cadre de planification, d'évaluation et de mise en œuvre du développement durable sur les campus par les étudiants de tous les domaines et en collaboration avec les différents acteurs.

10- Titre de l'activité : Activité des journées sociales Saguenay-Lac-Saint-Jean

Responsable : François Malenfant, Diocèse de Chicoutimi

Thèmes traités :

Conclusion : Réflexion d'une quarantaine de personnes sur ce qui caractérise notre région à partir du drapeau régional existant.

11- Titre de l'activité : Consommation responsable et le commerce équitable

Responsable : Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Frédéric Beaulieu

Thèmes traités :

- Consommation responsable
- Commerce équitable

Conclusion : L'initiative du commerce équitable prend son essor, elle est de plus en plus populaire. Les gens à qui cela ne profite pas tentent de faire émerger des critiques... Le combat n'est pas terminé

12- Titre de l'activité : Les deux côtés de la médaille : l'action directe !

Responsable : Sébastien Robert

Thèmes traités :

- Action directe
- Désobéissance civile
- Organisation de campagne

Conclusion : On a besoin d'avoir des objectifs concrets et des cibles concrètes pour pouvoir modifier le réel. Il ne faut pas se gêner d'innover et de briser les tabous dans l'action.

13- Titre de l'activité : Démocratie participative et développement régional

Responsable : Simon-Olivier Coté

Thèmes traités :

- Démocratie participative et représentative
- Information et mobilisation

Conclusion : Exemple : Agenda 21 de Saint-Félicien, Porto Alegre. Il faut passer à l'action : par l'action bénévole, l'information et avoir un outil pour s'informer et mobiliser comme Internet, les journaux et les réseaux.

14- Titre de l'activité : La peuplade, notre démarche éditoriale

Responsable : Simon Philippe Turcot et Mylène Bouchard

Thèmes traités :

- Édition
- Diffusion d'art
- Littérature
- Évènements littéraires devant public
- Poésie

Conclusion :

- L'art doit peupler le territoire, jusque dans les plus petits villages. Donc, il faut l'y amener, bouger, se déplacer, aller vers les gens.
- Changer une certaine pensée québécoise en considérant Montréal et Québec comme des régions parmi les autres plutôt que comme des centres où tout se trouve.

15- Titre de l'activité : CSI Stages

Responsable : Marc-André Gobeil

Thèmes traités : Présentation des différents projets du CSI et de ses programmes de stages

Conclusion : L'activité a permis d'informer les jeunes sur la possibilité d'effectuer un stage outre-mer grâce au programme de stage « Québec sans frontières ».

16- Titre de l'activité : Lancement vitrine communautaire 02

Responsable : François Malenfant, Évêché de Chicoutimi

Thèmes traités : Site Internet amélioré pour diffuser l'information du milieu communautaire populaire autonome.

Conclusion : Type d'information sur le site :

- Activités des organismes
- Formations
- Mobilisations
- Expertise développée
- Et bien d'autres informations

17- Titre de l'activité : Formation Gauche-Droite

Responsables : Gabriel L'écuyer et Simon Tremblay Pépin

Thèmes traités : Comment reconnaître la Gauche et la Droite dans leurs affirmations et leurs positions

Conclusion : Les participants sont parvenus à donner des exemples concrets dans leur vie, des positions de gauche et de droite. Ils ont été capables de distinguer les distinctions entre ces positions.

18- Titre de l'activité : Quel développement durable veut-on pour la région et les enjeux du développement durable?

Responsable : Yves Gauthier

Thèmes traités :

- Vision autochtone du développement durable et ses enjeux
- Le développement durable pour Nutrinor
- Le développement durable pour Multi tech
- Le développement durable pour CREnvironnement
- Vision du député de l'opposition en matière d'environnement

Conclusion :

- La population régionale en général ne sait pas ce que signifie développement durable
- Le développement durable c'est une préoccupation, un défi pour la région
- Une solution de changer notre manière de consommer, informer, former, diffuser
- La région a de gros défis à relever en matière de développement durable
- Développer le savoir-faire en matière de technologies environnementales

19- Titre de l'activité : Développement régional

Responsable : Mishell Potvin

Thèmes traités :

- Ressources naturelles en abondance
- Dossier de la forêt – rapport Genest en Gaspésie

Conclusion :

- Il faut diversifier notre économie
- Exploiter la biomasse
- Il faut être optimiste et foncer solidairement
- Il faut exploiter le pouvoir « gris » qui compte beaucoup d'expertise et d'expérience
- Ne pas avoir peur des changements, les exploiter comme opportunités
- Il y a de l'espoir, les jeunes veulent rester en région, mais ...

20- Titre de l'activité : Alimentation saine

Responsable : Julie Garneau

Thèmes traités : Alimentation et santé

Conclusion :

- Ce fut un forum avec beaucoup de diversité et très intéressant.
- Beaucoup de gens intéressés.
- Belle visibilité pour mes formations

21- Titre de l'activité : La productivité de la chicouté au Québec en fonction de diverses régions de culture

Responsable : Mireille Bellemare

Thèmes traités :

- Culture de la chicouté en tourbière naturelle et en tourbière résiduelle
- Dans un contexte de développement de l'économie régionale (essai sur la Côte-Nord)

Conclusion : Le rendement est encore trop faible pour la culture à grande échelle, mais les essais ont permis d'apprendre

- En tourbière naturelle un traitement de sectionnement des rhizomes + une fertilisation appropriée = une augmentation de la productivité de la chicouté
- En tourbière résiduelle la plantation à l'automne est avantageuse et les rhizomes doivent avoir 20 cm ou + et être plantés à 5 cm sous la surface du sol.
- Il faut continuer les recherches

22- Titre de l'activité : Syndicalisme chez les jeunes

Responsable : Mishell Potvin

Thèmes traités :

- La loi des normes du travail
- L'utilité de se syndiquer

- Importance de solidariser, de s'impliquer
- Lutttes sociales

Conclusion :

- Public très jeune et participatif
- Vous abordez l'utilité d'avoir un rapport de force
- Les jeunes ont réalisé l'importance de travailler ensemble pour avoir un résultat

23- Titre de l'activité : La concentration des médias, avantages et inconvénients

Responsable : Sylvain Gaudreault

Thèmes traités :

- Concentration des médias de l'information au Québec et au SLSJ
- Quelle alternative pour les médias dans la région?

Conclusion :

- Internet est un média alternatif possible au Québec et dans la région
- Mouvement citoyen à la base d'une plus grande diversification
- Important de créer des réseaux entre les régions

24- Titre de l'activité : L'écocitoyenneté « De la parole aux actes »

Responsable : Mikael Rioux

Thèmes traités : Responsabilité citoyenne face aux enjeux environnementaux actuels. Quelles actions poser pour changer le monde.

Conclusion : Notre présence à cet évènement fait de nous tous des écocitoyens ! La première action de l'écocitoyen c'est de s'informer, de s'éduquer. Le temps presse et il faut passer à l'action. Chaque geste compte afin de réduire notre empreinte écologique. Car si tous les terriens vivaient comme nous (québécois (e)) il faudrait 3 à 6 planètes, malheureusement nous n'en avons qu'une ! Partout sur la planète des mouvements citoyens s'organisent afin de créer des alternatives pour une planète en santé !!

25- Titre de l'activité : Présentation d'expérience d'économie sociale

Responsable : François Bergeron

Thèmes traités : L'évolution de l'économie sociale ou à tout le moins cette forme d'économie à travers le temps... parce qu'au fait c'est loin d'être nouveau !

Conclusion : Nous devrions sérieusement songer à mieux définir cette forme d'économie. Bien au-delà des OBNL et des coopératives, nous pourrions inclure l'économie solidaire. Par exemple, des citoyens qui se mobilisent pour sauver la dernière épicerie du village, sans être actionnaire, mais juste en financement... contribution volontaire...

26- Titre de l'activité : Film « L'utopie caféinée »

Responsable : Geneviève Girard CSI

Thèmes traités : L'histoire du commerce équitable pour le café

Conclusion : Les participants ont pris conscience de l'essor du commerce équitable au Québec et de ce qu'il reste à faire.

27- Titre de l'activité : Prêt (s) Populaire (s)

Responsable : Maryse Gagnon et Lyne Asselin

Thèmes traités : Le service de prêts sans intérêts

Conclusion : Aucune personne n'est venue. Peut-être prendre les inscriptions avant et moins d'ateliers simultanés.

ANNEXE 11 :

Questionnaire du groupe cible sur les impacts du réseautage au Forum social régional 02 (FSR02) au Saguenay-Lac-Saint-Jean

1- À combien estimez-vous les nouveaux contacts que vous avez faits, et que vous avez toujours, lors du FSR02?

2- Sans trop entrer dans les détails, pourriez-vous me décrire brièvement la nature de ces contacts (ex. : ami, implication dans un projet commun, relation d'affaires, bénévolat, etc.)?

3- Croyez-vous que le FSR02 est une plateforme de réseautage à considérer, c'est-à-dire à répéter ultérieurement dans la région, pour rapprocher les différents segments de la population (citoyens, organismes, élus, entreprises, etc.)?

4- Croyez-vous que le FSR02 peut servir de base de mobilisation et de discussion pour définir les orientations de la planification stratégique régionale?

5- Quels sont les enjeux régionaux que vous considérez importants et qui pourraient s'insérer dans le prochain FSR02?

6- Vos commentaires, suggestions ou recommandations quant à votre participation au FSR02: